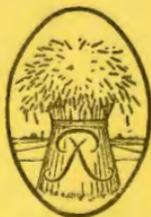


LOUIS-PAUL ALAUX ET RENÉ PUAUX

LE DÉCLIN
DE
L'HELLÉNISME

« Il est des circonstances où un peuple
fort et viril devra répondre : Oui !
quel qu'en soit le risque ! »

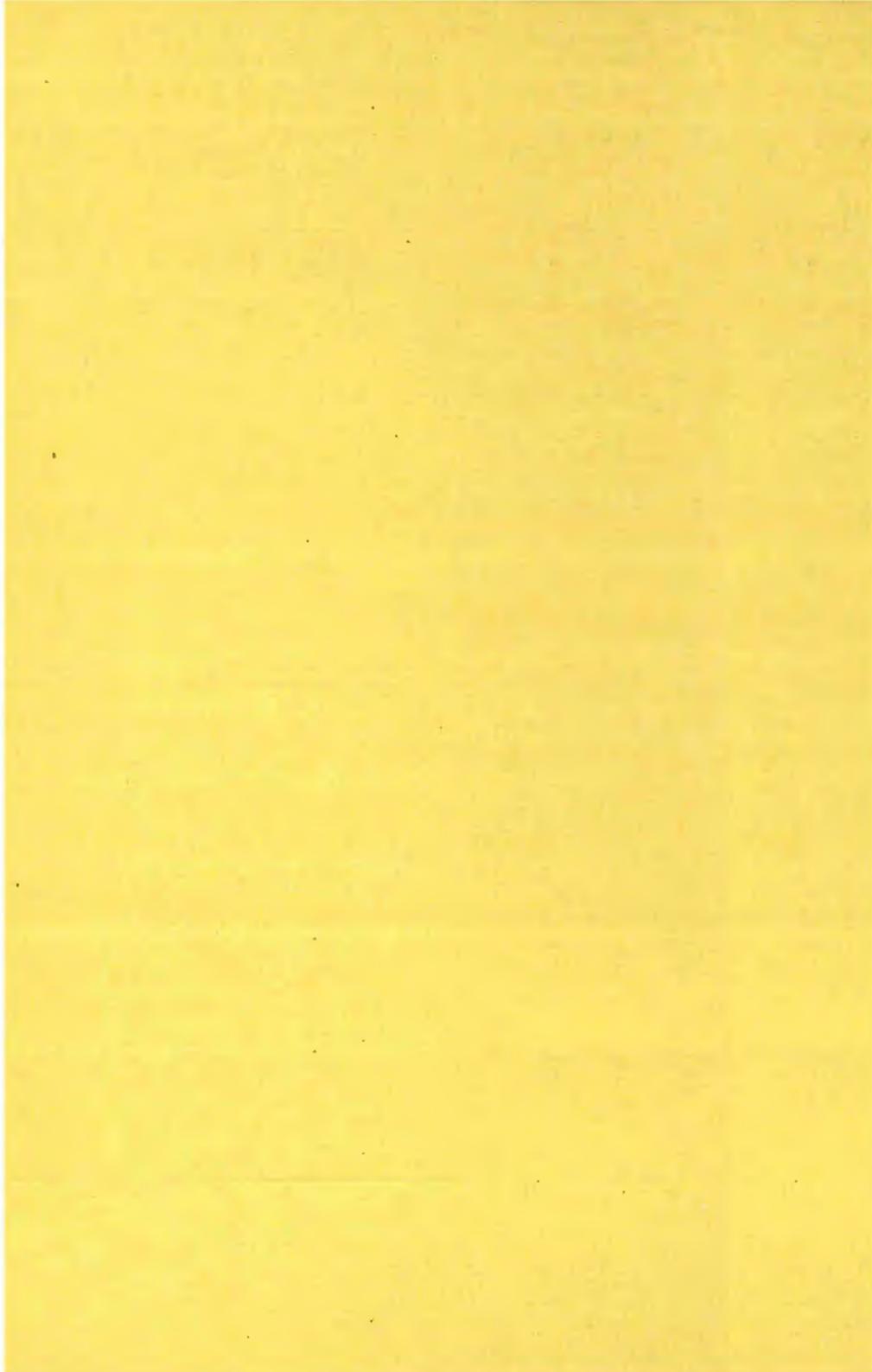
Th. ROOSEVELT.



PARIS
LIBRAIRIE PAYOT & C^{IE}
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1916

Tous droits réservés



A l'amour de mes

René Pons.

LE

DÉCLIN DE L'HELLÉNISME

DES MÊMES AUTEURS :

LOUIS-PAUL ALAUX : **Notre-Dame d'Éphèse**. Sansot, éditeur,
1908.

RENÉ PUAUX : **De Sofia à Tchatalja**. Perrin, éditeur, 1913.

— **La malheureuse Épire**, Perrin, éditeur, 1914.

LOUIS-PAUL ALAUX ET RENÉ PUAUX

LE
DÉCLIN DE L'HELLÉNISME

« Il est des circonstances où un peuple
fort et viril devra répondre : Oui !
quel qu'en soit le risque ! »

Th. ROOSEVELT.



PARIS
LIBRAIRIE PAYOT & C^{ie}
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1916

Tous droits réservés

AVIS DES ÉDITEURS

Il est à peine nécessaire de présenter au public les auteurs de ce travail.

On se souvient, en effet, que M. Louis-Paul Alaux était le correspondant spécial du *Temps* à Constantinople avant la guerre (novembre 1913-août 1914), et que M. René Puaux a représenté également le *Temps* pendant les différentes phases de la guerre balkanique, comme correspondant de guerre à l'état-major bulgare contre la Turquie (octobre-décembre 1912); comme correspondant de guerre à l'état-major hellène contre la Bulgarie (juillet 1913); enfin comme envoyé spécial en Haute-Épire et en Macédoine (mai-juin 1913); à la conférence de Londres (janvier 1913) et à la paix de Bucarest (août 1913).

« Le 28 mai a eu lieu à l'église Saint-Constantin, à Athènes, le service commémoratif à la mémoire des Grecs victimes des persécutions turques et bulgares. La foule était extrêmement nombreuse. Après la cérémonie religieuse, le professeur Philandros commença à célébrer, dans un discours très émouvant, les gloires et les souffrances de l'hellénisme « irredento ». Comme il parlait, un fonctionnaire de la police s'approcha de lui et le pria de ne pas continuer. Une bagarre se produisit. Des agents de la police secrète sortirent de la foule, le gourdin et le revolver en main; le professeur Philandros fut traîné au poste de police; il y eut six arrestations : l'une des personnes arrêtées sera poursuivie *pour outrages au Roi.* »

Hestia, 28 mai 1916.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	9
--------------------	---

I. — L'HELLÉNISME MODERNE

Définition. — Origines. — De 1896 à 1912. — Quelques chiffres. — Les Grecs d'Asie. — Organisation. — Écoles. — La Cappadoce grecque. — Samsoun et Smyrne. — Le principe de vie de la Grèce.....	13
---	----

II. — L'HELLÉNISME ET LES JEUNES TURCS (1912-1916)

Le dualisme jeune-turc. — Premiers essais de boycottage. — La persécution de 1913-1914. — Littérature de haine. — Expulsions en masse (1914-1915). — Les déportations en masse ; la destruction des centres grecs ; les dispersions. L'esclavage rétabli (1915-1916)	36
--	----

III. — L'HELLÉNISME ET LA BULGARIE

L'alliance de 1912. — Le passé. — Les ambitions bulgares. — L'erreur russe et l'erreur anglaise. — Premières difficultés. — A Salonique. — Persécutions en Macédoine. — Ignorance de l'Europe. — Le roi	
---	--

Ferdinand et les Macédoniens. — L'attaque du 29 juin 1913. — Les atrocités bulgares. — Le roi Constantin déclare « que les Bulgares n'ont plus le droit d'être mis au nombre des peuples civilisés ». — Malgré la paix de Bucarest le roi Ferdinand proclame la nécessité de la revanche. — L'entente bulgaro-turque pour l'élimination des Grecs de Macédoine. — La complicité albanaise. — La Macédoine tombeau de Phellénisme.....	70
CONCLUSION : Les trois arguments de la couronne...	131

LE DÉCLIN DE L'HELLÉNISME

AVANT-PROPOS

Les profondes transformations politiques et sociales qui seront la conséquence fatale de la grande guerre, à peine prévisibles dans une faible mesure pour les observateurs réfléchis, sont encore dans leur ensemble le secret de l'avenir.

Il est pourtant à cette formidable et générale inconnue des exceptions. Certaines destinées particulières apparaissent déjà fixées. L'exemple le plus frappant est celui de l'Empire ottoman. En jetant légèrement et sans nécessité leur pays dans la guerre, les Jeunes-Turcs, dominés par leurs passions politiques, ont signé l'arrêt de mort de la Turquie en tant qu'État indépendant, quelle que puisse être l'issue du conflit : les Alliés vainqueurs, la Turquie sera démembrée ; vaincus, elle sera réduite à l'état de colonie germanique.

Un autre exemple non moins caractéristique est celui de l'Hellénisme, qui apparaît d'ores et déjà

ruiné. Tandis que la Turquie se sera suicidée par son initiative téméraire, c'est au contraire par une abstention également funeste que la Grèce aura tué non pas son indépendance proprement dite, mais le principe spirituel et vital de sa raison d'être dans le monde et de son avenir, cet Hellénisme qui fut hier encore une réalité vivante et qui ne sera plus demain qu'un beau souvenir. La victoire des Alliés peut rétablir dans la plénitude de leur indépendance et de leurs droits une Belgique et une Serbie nouvelles, d'autant plus fortes et conscientes de leur destinée qu'elles auront éprouvé et mesuré toutes les possibilités d'infortune : car ces nations héroïques n'ont rien abdiqué. Mais aucune victoire, d'où qu'elle vienne, ne pourra relever une volonté qui s'est affaissée d'elle-même ; aucune victoire ne pourra restaurer un idéal qui s'est obscurci et qui était pour la Grèce le principe de vie sans lequel elle est condamnée non pas à mourir, mais à végéter désormais misérablement d'une petite vie réduite et sans horizon.

L'Hellénisme est en train de mourir, parce qu'au printemps 1915, à une période singulièrement critique de son histoire, la Grèce, placée dans l'alternative de prendre une résolution énergique et virile ou de renier son passé et de détruire son avenir, aura préféré écouter les conseils de la lâcheté et de la peur.

L'agonie de l'Hellénisme est aujourd'hui un fait

d'ordre historique, établi — comme la disparition quasi totale des Arméniens de Turquie — par des témoignages irréfutables, des chiffres, des faits, émanant de sources grecques respectables et autorisées, contrôlés et confirmés par d'autres témoignages étrangers impartiaux et désintéressés.

Nous n'apprendrons d'ailleurs rien aux Athéniens et aux Grecs de Grèce en général, auxquels leur grand Venizelos a déjà parlé de ces choses. Elles les passionnaient jadis, mais semblent avoir subitement perdu le don de les intéresser. La Grèce est aujourd'hui dans un état d'esprit assez semblable à celui de la femme du *Médecin malgré lui*, la comédie si populaire en Orient : la plaint-on des coups qu'elle reçoit de ses bons voisins bulgares et turcs, elle répond, hargneuse : « Et s'il me plaît à moi d'être battue ! »

Nous ne sommes pas en France, ni vraisemblablement en Angleterre, plus royalistes que le roi Constantin, et nous ne voulons point sauver l'Hellénisme malgré les Grecs. Mais ces faits intéressent la France et ses alliés, parce qu'après la victoire définitive, qui ne semble pas devoir leur échapper, il leur incombera de réorganiser l'Orient et qu'ils devront alors forcément tenir compte de toutes les modifications que les événements auront pu apporter aux données antérieures du problème. Le grand jour venu, s'il est prouvé que les prétentions politiques grecques ne correspondent

plus en fait à la réalité de l'expansion hellénique, le tribunal souverain des puissances se verra peut-être dans l'obligation non seulement de ne pas réaliser certains espoirs, mais même de refuser, malgré les plaidoyers les plus éloquents et les plus émouvants, sa ratification définitive à certaines annexions.

Dans le court travail qu'on va lire nous passons volontairement sous silence l'histoire détaillée de la triste abdication du gouvernement grec du printemps 1915 jusqu'aux faits les plus récents : la remise honteuse d'un fort grec aux Bulgares et le reniement des puissances qui ont donné la vie à la Grèce. Ces faits connus sont présents à tous les esprits. Nous avons préféré montrer par des preuves quelles étaient les raisons impérieuses et profondes de *self defence* qui commandaient à Athènes une intervention ; comment depuis le traité de Bucarest et surtout depuis la guerre européenne, les deux ennemis héréditaires aidés par la complicité allemande ont détruit l'œuvre des siècles pendant que le gouvernement d'Athènes, indifférent au naufrage de l'Hellénisme, préférait se croiser les bras.

L'HELLENISME MODERNE

Définition. — Origines. — De 1896 à 1912. — Quelques chiffres. — Les Grecs d'Asie. — Organisation. — Écoles. — La Cappadoce grecque. — Samsoun et Smyrne. — Le principe de vie de la Grèce.

DÉFINITION. — Nous entendons par Hellenisme moderne l'effort continu de la race et des idées helléniques à partir du début du XIX^e siècle en vue de la réalisation intégrale de l'unité nationale fondée sur la communauté de langue, de religion, d'origine ethnique et de tradition historique.

Cet effort s'est manifesté :

1^o Par la constitution de l'État grec à la suite du mouvement révolutionnaire de l'indépendance hellénique (traité d'Andrinople du 14 septembre 1829 et traité de Londres du 3 février 1830) ;

2^o Par l'annexion, l'occupation ou la revendication successives de différents territoires grecs : îles Ioniennes (1863) ; Thessalie ; Crète ; îles de l'Archipel ; îles des côtes de l'Asie Mineure (Mitylène, Chio, Samos) ; Epire ; Macédoine ; Thrace. Car la Grèce telle qu'elle fut constituée par le traité

de Londres ne comprenait qu'une faible partie des territoires vraiment grecs, et son histoire depuis 1830 n'est que l'histoire de l'irrégentisme hellénique ;

3^o Enfin, par l'expansion et le rayonnement de la race et des idées helléniques hors de la Grèce proprement dite. Ce dernier mode d'activité, qui est le propre du génie grec, naturellement remuant et agissant, a produit des résultats féconds et a revêtu des formes diverses. Sans parler de l'établissement de nombreuses et importantes colonies grecques à l'étranger, tantôt il a eu pour résultat l'*hellénisation* complète de certains éléments non grecs d'origine : Koutzo-Valaques, Albanais, etc. ; tantôt, au contraire, il a tenté et souvent même réalisé dans une certaine mesure une véritable *résurrection* de la conscience et de l'idéal helléniques dans des populations jadis hellénisées des provinces reculées de l'Anatolie centrale et qui avaient fini par perdre, sous le régime turc, leur langue et leur tradition. Enfin, toujours il a eu pour objet le maintien jaloux et l'*organisation du milieu grec* en terre d'Islam partout où se sont trouvées des agglomérations ethniques de quelque importance.

Le résultat de ces efforts, qui constituent certainement le côté le plus original et le moins connu de l'Hellénisme contemporain, était assez important pour avoir motivé en 1915 l'offre à la Grèce, par l'Entente, de la partie la plus riche de la Cher-

sonèse d'Asie avec le grand port de Smyrne pour capitale, rouvrant ainsi pour l'avenir néo-grec le vaste et magnifique horizon de son antique histoire.

ORIGINES. — Il n'entre pas dans le cadre étroit de ce travail, qui n'est qu'une discussion des aspects les plus contemporains de la question hellénique, de rechercher comment ni dans quelle mesure l'Hellénisme moderne peut se rattacher au plus lointain passé grec ; comment le monde grec ancien fut constitué d'abord par l'expansion naturelle des cités grecques indépendantes dans le bassin oriental de la Méditerranée, ensuite par l'hellénisation de l'Asie occidentale par Alexandre et ses successeurs ; comment la conquête romaine, loin de détruire l'Hellénisme, en favorisa au contraire la diffusion, car le génie des Latins n'est point destructeur. Mais il est intéressant de remarquer comment, à des siècles d'intervalle, l'histoire revit d'une manière saisissante dans les événements d'aujourd'hui. En effet, de l'Hellénisme gréco-romain surgit par un développement naturel l'Hellénisme byzantin, qui rencontra bientôt les deux ennemis implacables qui se dressent encore devant la Grèce d'aujourd'hui : le Bulgare et le Turc. L'histoire de Byzance se passa à lutter contre ces deux adversaires. Elle parvint non sans peine à maîtriser le premier, grâce aux victoires de l'empereur Basile Tueur-de-Bulgares, mais elle finit par succomber sous les coups du second. Or

aujourd'hui, en l'an 1916, pendant que le Turc détruit tranquillement et méthodiquement dans toute l'Asie Mineure et la Thrace l'héritage de vingt-trois siècles de civilisation et d'effort helléniques, le Bulgare guette aux frontières grecques le moment favorable de se jeter sur la Macédoine.

C'est que la Grèce moderne n'est qu'une survivance ou plutôt une restauration partielle de l'État byzantin, dont elle continue cinq siècles après à courir les dangers. Et, chose curieuse, c'est par la volonté expresse — les Jeunes-Turcs n'hésitent pas à dire : par l'erreur funeste — du conquérant turc que l'Hellénisme put survivre à la catastrophe de 1453. Tandis que l'Empire grec s'écroulait et que l'humanisme byzantin se dispersait en Occident où il devait être un des agents de la Renaissance, la nation grecque réussit à subsister en tant que communauté chrétienne dotée de garanties minutieuses et des privilèges les plus solennels. Car, au lendemain de la prise de Constantinople, le sultan Mohammed II se trouva en présence du problème grec. Comment le résoudre ? Il hésita longuement. Des conseillers qui, peut-être, pressentaient l'avenir, le pressaient de prendre une mesure radicale : le massacre général de tous les chrétiens, afin de détruire une bonne fois toutes sources de difficultés ultérieures. Il parut un moment incliner vers cette solution simple qui, d'ailleurs, ne dépassait pas le droit strict de la guerre admis alors en Orient.

Moins intelligent, il eût peut-être supprimé d'un seul geste l'élément qui devait, moins de quatre siècles plus tard, se révéler comme le principe de dissolution le plus actif de l'Empire ottoman. Mais, entouré de grossiers soldats, il sentait d'autre part combien pouvaient être utiles à son empire et à sa gloire ces Grecs habiles dans les arts et dans les métiers, navigateurs, commerçants, banquiers, médecins, architectes, artisans. Il connaissait aussi l'inaptitude radicale de sa race à exercer une profession autre que celle des armes. Il pensa donc faire assez pour assurer la sécurité politique en faisant disparaître les princes et la plupart des nobles, et crut habile de s'attacher les chrétiens en leur octroyant des privilèges et des garanties et en leur donnant lui-même leur chef :

« Pour conquérir l'affection des chrétiens qu'il avait soumis par les armes, Mohammed se déclara leur protecteur et procéda, dès le 1^{er} juin 1453, à l'investiture d'un nouveau patriarche en remplacement du patriarche mort. Il voulut que le nouveau titulaire de la dignité patriarcale fût élu et sacré suivant les anciens usages et selon le cérémonial observé sous les souverains de Byzance... Le patriarche recevait autrefois sa dignité des mains de l'empereur... Il n'y eut rien de changé dans le cérémonial précédemment établi. Mohammed voulut que le petit nombre d'évêques et de laïques qui avaient concouru à l'élection de Georges Scholarios, appelé aussi Gennadios, observassent

les rites sacrés comme avant la conquête. Il invita le patriarche à un repas somptueux et lui fit une magnifique réception. Après un long et amical entretien, Gennadios étant sur le point de se retirer, Mohammed lui fit présent d'un sceptre précieux et lui dit : « *Soyez patriarche et que le ciel vous protège; usez de mon amitié en toute circonstance; jouissez de tous les droits et de tous les privilèges dont ont joui vos prédécesseurs.* » Le prince musulman voulut reconduire le prélat jusque dans la cour, et là il ordonna aux grands dignitaires qui l'entouraient d'accompagner Gennadios au synode. Au milieu d'un cortège de vizirs et de pachas, celui-ci, monté sur un des plus beaux chevaux du sultan, se rendit à l'église des Saints-Apôtres qui avait été désignée pour le siège du patriarcat, Haghia-Sophia ayant été transformée en mosquée. Le magnifique palais situé au nord de la nouvelle métropole devint la résidence du patriarche. Le sultan lui fit délivrer peu après un firman qui déclarait sa personne inviolable. Il était ainsi conçu :

« Que personne n'impose le patriarche. Qu'il ne soit inquiété par qui que ce soit, et que lui et les archiprêtres, ses suffragants, soient pour toujours exempts de toute charge publique. »

Le firman assure aux Grecs les privilèges suivants :

« Leurs églises ne pourront être changées en mosquées. Leurs mariages, leurs enterrements et

tous leurs autres usages seront maintenus d'après les rites et les principes de l'Église grecque¹. »

Tous leurs autres usages : c'est-à-dire toute la législation concernant le statut personnel des chrétiens : mariages et divorces, testaments et successions ; le droit d'avoir leurs écoles ; la juridiction du clergé ; le droit enfin de s'administrer eux-mêmes sous la surveillance de leurs évêques ou despotes qui jouirent d'une autorité absolue et dont la force armée était tenue de faire exécuter les sentences qu'ils rendaient à leur tribunal. Le synode mixte de Constantinople, composé de notables laïques et d'évêques, servait de grand conseil à la nation et de cour d'appel aux jugements rendus par les tribunaux épiscopaux des diocèses.

Le patriarche eut rang de grand vizir et eut une garde de janissaires. Les évêques (despotes) des diocèses grecs avaient rang de gouverneurs de provinces.

Ainsi, après l'éroulement de l'Empire byzantin, les cadres essentiels de l'Hellénisme purent-ils subsister pendant quatre siècles par la volonté même du conquérant turc, et les Grecs, à l'abri de privilèges solennellement confirmés par tous les sultans, formèrent-ils une vaste communauté entièrement séparée de la nation turque, un véritable État dans l'État, qui finit par se trouver assez

1. J. de Hammer, *Histoire de l'Empire ottoman*.

fort pour donner, au début du XIX^e siècle, le signal de l'émancipation des peuples chrétiens ottomans. Ce fut aussi le signal de la lente dissolution de l'Empire turc.

Cet octroi aux Grecs de privilèges exceptionnels et d'une complète autonomie civile et religieuse par le conquérant de 1453 est un acte politique d'une portée historique considérable et d'une importance capitale, et c'est là seulement qu'il faut chercher les véritables origines du problème hellénique dans ses aspects les plus récents, puisque nous voyons aujourd'hui les Jeunes-Turcs tenter de remonter le courant de l'histoire et de réparer « l'erreur funeste du conquérant » en attaquant par la violence ce qu'il se crut obligé de respecter, en détruisant par la force ce qu'il avait cru devoir établir comme un droit.

DE 1896 A 1912. — A peine constituée en État indépendant, sans attendre d'être organisée, d'avoir des finances, une administration, la Grèce, énergiquement, inlassablement, commençait à formuler devant l'Europe le programme de revendications qui, seules, pouvaient satisfaire son idéal national. Une propagande intense enfiévrant le monde grec, secouant l'apathie des populations rurales des provinces irrédimées. Le clergé orthodoxe, remuant, agissant, fanatique, était l'auxiliaire indispensable et précieux des menées politiques. L'État grec est né en 1830 : dès 1841 éclatait la première insurrection crétoise, qui devait

être périodiquement suivie de beaucoup d'autres, jusqu'au grand soulèvement de 1896. Certes, la Thessalie, l'Épire, la Macédoine, les îles furent des objectifs importants de l'Hellénisme, mais c'est surtout par la revendication crétoise, opiniâtre, invincible, qui domine et remplit toute l'histoire de la Grèce moderne, qu'il prit véritablement conscience de lui-même et de sa force.

Ces luttes, qui ne devaient prendre fin qu'au traité de Bucarest, coïncidaient heureusement avec une longue période d'enrichissement non de l'État grec, toujours pauvre et dénué, mais d'une multitude de particuliers hellènes ou grecs ottomans émigrés, qui dans le monde entier faisaient fortune dans les affaires. Car, de tous les hommes, le Grec est certainement le plus apte à faire fortune. Mais de tous les hommes il est également peut-être le seul qu'un mélange heureux de patriotisme ardent et de vanité certaine incite à d'immenses largesses envers sa communauté, la cité ou l'État.

Les évergètes de l'Hellénisme moderne, qui ne le cèdent en rien à ceux du monde grec ancien, qui les dépassent même, furent un des facteurs les plus efficaces de la réussite des ambitions et des revendications helléniques. Mais les efforts de toutes les bonnes volontés, de toutes les initiatives privées furent toujours accueillis, encouragés, énergiquement soutenus, souvent même provoqués par l'État. D'Athènes partait le mot d'ordre de l'action et la mesure du rythme ardent

qui soulevait le monde grec. Vers Athènes se fixaient les regards des plus lointains irrédimés et se concentraient les offrandes de la ploutocratie grecque du monde entier. L'effort fut particulièrement grand et fécond à partir de 1896, au moment où, après les événements de La Canée, on sentit que la Crète allait échapper pour toujours au joug ottoman. Si l'on veut donc se former une idée de ce que fut l'Hellénisme au moment de son plein épanouissement, c'est dans la période comprise entre le dernier grand mouvement crétois et l'Union balkanique (1896-1912) qu'il convient d'en chercher les manifestations les plus significatives.

La révolution jeune-turque, avec son programme menteur de promesses irréalisables qui ne firent illusion qu'un instant, devait fatalement hâter et précipiter les événements.

Au lendemain même de la proclamation de la constitution, à Samos, Thémistocle Sofoulis tentait de rompre les derniers liens qui unissaient l'île à l'empire. Comme la Crète, comme Samos, Mitylène, Chio, tout l'Archipel, l'Épire, la Macédoine attendaient l'heure libératrice que sut sagement ménager la politique venizélienne.

QUELQUES CHIFFRES. — La Grèce, avant la guerre balkanique, avait 2 700 000 habitants. Les annexions et les occupations qui ont suivi ont porté à 4 700 000 le chiffre de sa population. Cet accroissement considé-

nable peut, en chiffres ronds, se répartir ainsi :

Iles de l'Archipel (y compris Mitylène et Chio).	200 000
Principauté de Samos	50 000
Crète	295 000
Macédoine et Epire	1 500 000
	2 045 000

Dans ce total sont compris tous les non Grecs résidant dans les territoires annexés.

Il y a encore dans le monde 4 millions de Grecs dont plus de 2 millions en Turquie, 1 million en Égypte et dans la Méditerranée, et le reste aux États-Unis d'Amérique et dans les grands centres commerçants du monde entier. Les plus importantes agglomérations urbaines grecques sont hors de Grèce et dans l'Empire ottoman. Sans parler des 200 000 Grecs de la région d'Alexandrie d'Égypte, il y avait, avant la guerre balkanique, 400 000 Grecs ottomans et au moins 80 000 Hellènes seulement à Constantinople, 150 000 Grecs ottomans et 30 000 Hellènes à Smyrne. Tous les rivages, tous les ports de l'Asie Mineure, de la mer Noire, de la Marmara, de l'Égée fourmillaient de Grecs, qui étaient aussi très répandus dans certaines parties de l'intérieur, en Cappadoce par exemple, et dans la province de Smyrne.

Voici quelle était, en chiffres ronds et d'après les statistiques les plus sérieuses, la répartition de l'élément grec (y compris les sujets hellènes rési-

dant en Turquie) dans les provinces turques, après le traité de Bucarest.

TURQUIE D'EUROPE.

Vilayet d'Andrinople	} 350 000	
Vilayet de Gallipoli		
Vilayet de Constantinople		450 000
	<hr/>	800 000

TURQUIE D'ASIE.

Vilayet de Constantinople (rive d'Asie)	45 000	
Province de Bigha (Dardanelles)	40 000	
Vilayet de Brousse	350 000	
Province d'Ismidt	70 000	
Vilayet de Smyrne	500 000	
Vilayet de Koniah	100 000	
Vilayet d'Angorah	80 000	
Vilayet de Trébizonde	250 000	
Vilayet d'Erzeroum	5 000	
Vilayet de Sivas	110 000	
Vilayet d'Adana	70 000	
Vilayet de Diarbékir	25 000	
Vilayet d'Alep	30 000	
Vilayet de Castamouni	40 000	
	<hr/>	1 715 000
		800 000

Total général 2 515 000

Ces éléments formaient en somme quatre groupes principaux :

1^o Groupe de Thrace ;

2^o Groupe de Constantinople et de la région de la Marmara et des détroits ;

3^o Groupe de la côte d'Asie faisant face aux îles (vilayets de Brousse et de Smyrne) ;

4^o Groupe des rivages de la mer Noire (Trébizonde et Samsoun). Le reste, dispersé ou formant quelques agglomérations moins importantes de l'Anatolie centrale.

LES GRECS D'ASIE. — Ces Grecs d'Asie possèdent les qualités et aussi quelques-uns des défauts des populations asiatiques jadis hellénisées et des anciens Hellènes dont ils descendent plus ou moins. Comme eux ils parlent facilement, il sont curieux et animés du désir de s'instruire, ils ont l'esprit souple et vif, ils sont intelligents, actifs, entreprenants, économes et surtout orgueilleusement patriotes. En revanche, ils ont les défauts classiques des descendants de ceux qu'ont si bien dépeints Aristophane et Lucien ; leur désir de s'enrichir et les conditions spéciales de milieu les rendent quelquefois peu scrupuleux sur le choix des moyens ; ils aiment la chicane, voire même la dispute et n'ont pas toujours un respect absolu de la parole donnée ; ils sont souvent légers et inconstants. Avant la guerre balkanique, ils occupaient presque partout le premier rang en Turquie, dans la banque, le commerce, la navigation, l'industrie, ayant ainsi le contrôle et la direction de presque toutes les transactions. Tout le cabotage des côtes turques était dans leurs mains. Mais ils exerçaient aussi

presque exclusivement ou du moins dans une proportion très élevée les professions libérales et les métiers; le Turc, indolent, paresseux, d'intelligence infiniment moins vive, étant radicalement incapable, par tradition comme par tempérament, de déployer de l'activité d'une manière utile et surtout lucrative. Aussi, partout, voyait-on les Grecs exercer les professions d'avocats, de médecins, de pharmaciens, d'hôteliers, cabaretiers, coiffeurs, tailleurs, etc...

ORGANISATION. — D'après les privilèges, partout où ils forment une agglomération suffisante ils sont organisés, ou plutôt ils étaient organisés en communautés, jouissant d'une entière autonomie civile et religieuse, placées sous la direction et la juridiction de l'évêque du diocèse. Chacune de ces communautés, pareille en cela aux cités antiques, forme ainsi une véritable petite république s'administrant elle-même avec son corps de représentants (*antiprosopēia*) et ses magistrats : *démogérontes* chargés des affaires litigieuses et des rapports avec l'administration turque, *épitropes* ou trésoriers de la communauté ; enfin surtout les *éphores* qui ont joué un rôle prépondérant : administrateurs des écoles, chargés d'élaborer les programmes, de choisir le personnel enseignant, d'employer les sommes considérables données par les évergètes pour l'enseignement et les œuvres d'assistance ; recrutés eux-mêmes parmi les plus riches et les plus influents de la communauté, ils

furent toujours et partout les intermédiaires précieux et les agents d'exécution de la propagande hellénique. Tout cela, d'ailleurs, non sans disputes et luttes intestines passionnées sans cesse renaissantes à l'image des communautés grecques de l'antiquité, comme l'a justement noté M. Victor Bérard : « luttes du bas-peuple contre les riches influents ; luttes de la communauté contre l'évêque, son chef officiel, ou contre le consul hellénique qui, chargé de transmettre les subsides d'Athènes pour la propagande scolaire, prétend en surveiller l'emploi ; luttes de l'évêque contre le consul, etc... » Mais ces luttes et ces querelles des communautés n'étaient-elles pas justement la preuve de leur vitalité ?

LES ÉCOLES. — D'une manière générale et malgré certains défauts, les Grecs avaient su admirablement organiser en Turquie leur enseignement national et leurs œuvres d'assistance. L'ensemble imposant de leurs établissements secondaires et primaires à Constantinople, dans les grandes villes et jusque dans de modestes bourgs, au fond des provinces, formait un contraste saisissant avec la pénurie et la pauvreté des écoles turques. D'ailleurs, en matière d'enseignement, les Jeunes-Turcs n'ont eu le temps, mais surtout n'ont su rien créer par manque de vues et absence totale de personnel : la situation de l'instruction publique en Turquie est pire qu'au temps d'Abdul-Hamid. Notons que l'organisation scolaire grecque fut toujours

un puissant et utile véhicule de l'influence, de la langue et des idées françaises : partout où s'ouvrait une école grecque en Turquie, même une modeste école primaire, le français était aussitôt enseigné. Bien des établissements secondaires de garçons ou de jeunes filles étaient de véritables modèles de lycées mixtes gréco-français. L'argent affluait et il s'ouvrait constamment et partout de nouvelles écoles qui aussitôt regorgeaient d'élèves. L'argent venait-il à manquer? L'école subsistait quand même soutenue par des subsides divers, des avances, des collectes. La politique du Phanar à cet égard n'eut jamais une défaillance : une école grecque une fois ouverte ne devait jamais fermer ses portes.

Mais la propagande hellénique ne devait pas se borner à assurer le maintien et le progrès du milieu grec dans les grandes villes et dans les provinces riveraines de la mer Noire et de l'Égée, où la tradition grecque ne s'était jamais obscurcie. Depuis quelques années, dans les provinces éloignées et peu accessibles de l'Anatolie centrale elle était en train de provoquer une véritable résurrection.

LA CAPPADOCE GRECQUE. — Là, fait unique et curieux dans leur histoire, les Turcs sont arrivés exceptionnellement, par suite de conditions géographiques favorables, à assimiler dans une certaine mesure, à *turquiser* plus ou moins d'importantes populations grecques. Ces Grecs, chose rare, ont

perdu leur langue et ils ont pris jusqu'à un certain point les mœurs et les visages du vainqueur ; ils n'ont conservé que leur religion réduite au minimum. Dans ces pays pauvres et rudes formés par l'âpre plateau central anatolien, l'Hellénisme qui florissait autrefois du temps de saint Basile, évêque de Césarée, s'est lentement retiré, puis s'est éteint. La propagande, la poussée hellénique moderne s'était arrêtée au seuil de ces marches d'Anatolie comme devant un mur. Privés jusqu'ici d'écoles, les Grecs de Cappadoce ne parlent que le turc. Dans les églises grecques, sermons, instruction religieuse, allocutions, prières même se font en turc et beaucoup de prêtres savent à peine lire leur bréviaire. Les inscriptions funéraires des cimetières chrétiens sont turques, la seule et modeste survivance hellénique consistant dans l'emploi de l'alphabet grec substitué à l'alphabet arabe trop compliqué. Les mœurs des chrétiens sont sensiblement celles des musulmans et le costume est souvent identique. La femme chrétienne généralement ne se voile pas le visage, mais elle porte le fez rouge comme la Turque. Sa condition, surtout dans les campagnes, est la même. Dans certains villages grecs des environs de Césarée, les femmes grecques, vêtues du pantalon rayé, se voilent même le visage de noir et portent fez et turban cachant jalousement leurs cheveux : rien ne distingue ces populations des Turcs au milieu desquels elles vivent. Le nivelle-

ment semble complet. La mentalité des chrétiens de Cappadoce, intelligents et travailleurs, est moins éloignée de celle des Turcs que partout ailleurs en Asie-Mineure. Ils étaient relativement loyalistes. L'autorité y était acceptée et respectée sans arrière-pensée. La Porte a souvent trouvé parmi eux des fonctionnaires dévoués et habiles. En somme, les Turcs, servis par des circonstances favorables de milieu, avaient à peu près réussi là dans une œuvre où ils ont échoué partout ailleurs : ils avaient dans la mesure du possible assimilé et domestiqué l'élément chrétien.

Eh bien, le fait concluant et décisif dans l'évolution qui entraînait peu à peu l'Anatolie orientale, c'est que depuis quelques années à peine, sous la poussée nouvelle de l'Hellénisme, cette unique réussite de l'œuvre politique turque était en voie de dissolution. Désormais, l'activité et l'argent grecs faisaient là comme ailleurs leurs miracles et sous l'effort des évergètes et des évêques les gymnases, les écoles, les orphelinats, les institutions sortaient de terre et se multipliaient. Les livres grecs et les journaux circulaient. Des milliers d'enfants dont les parents n'avaient jamais su que le turc, commençaient à fréquenter des écoles nouvelles improvisées souvent à la hâte dans de vieux bâtiments ; ils y suivaient le cycle d'études primaires, quelquefois même secondaires, fixé à Athènes pour les écoles nationales. C'était une sorte de résurrection qui s'opérait lentement. A mesure

que ces populations jadis abandonnées retrouvaient leur langue et reprenaient conscience de leur nationalité, elles s'éloignaient et se désaffectaient du régime turc, tournaient leurs regards vers Athènes¹.

Le village cappadocien de Zindji-déré, perdu dans la montagne, au pied de l'Argée, à trois heures de cheval de Césarée, devenait en quelques années un incomparable foyer d'Hellénisme au cœur même de la vieille Anatolie turque et kurde. Dans l'antique monastère de Saint-Jean-le-Précurseur où chaque pierre noircie crie un rude et lointain passé de luttes sans espoir, de souffrances silencieuses, de résignations à l'inévitable, la libéralité de l'évergète Rodocanachi avait permis au patriarcat d'installer dans une belle construction nouvelle, à côté de quelques vieux moines, un grand établissement d'instruction secondaire qui fut à l'origine plus ou moins un séminaire, mais devint rapidement grâce à de nouveaux subsides une sorte de lycée et d'école normale d'instituteurs. Le collège hiératique de Zindji-déré fut bientôt appelé par la rumeur publique, le Phare de l'Anatolie. En 1910 on y enseignait le grec ancien, le latin, l'histoire, la philosophie, le grec moderne, le turc, le français. Le diplôme de fin d'études donnait accès à l'Université d'Athènes,

1. Voir notre article du *Temps*, 23 août 1913 : *l'Avenir turc en Asie*.

ou permettait aux jeunes gens pauvres de devenir maîtres d'une des innombrables écoles primaires qui surgissaient de tous côtés dans les plus pauvres villages.

Bientôt, grâce aux largesses de quelques marchands cappadociens enrichis à Constantinople, une école primaire supérieure de jeunes filles était construite à côté du collège hiératique, puis une école normale d'institutrices destinée à fournir des maîtresses d'école à toute la province, puis un orphelinat de garçons avec enseignement professionnel, puis un orphelinat de filles... Qu'on songe que Zindji-déré est à 1 650 mètres d'altitude, que pendant quatre mois d'hiver le sol y est couvert de 2 mètres de neige, que la ville la plus proche, Césarée, est à plus de trois jours de voiture, pendant la belle saison, de la station de chemin de fer la moins éloignée... Celui qui écrit ces lignes et qui, chargé d'une mission par le patriarche œcuménique Joachim III, résida tout l'hiver de 1911 auprès de l'évêque de Césarée dans le monastère de Saint-Jean-le-Précurseur, fut émerveillé de l'ampleur et de l'utilité des œuvres grandies en quelques années. Il était alors question de créer une école supérieure de commerce gréco-française !

Cette œuvre de la réhellénisation de toute l'Anatolie centrale et orientale fut un phénomène social de la plus grande importance qui témoignait de la réalité et de la vitalité des aspirations

grecques. Nous avons cru devoir y insister parce qu'elle apparaît caractéristique de l'effort grec.

SAMSOUN ET SMYRNE. — Ailleurs, à Samsoun, l'élément grec profitait avec à-propos de possibilités et de circonstances exceptionnelles créées par le développement économique. Samsoun qui, en 1875 comptait 3 000 habitants, voyait sa population s'élever à 14 000 en 1890, à 30 000 en 1900, à près de 40 000 en majorité grecs en 1914. C'est le grand port d'avenir de la mer Noire. Le commerce grec, grâce au monopole du cabotage et au concours des banques hellènes avait su s'y créer une situation qui lui donnait pratiquement le contrôle de toutes les transactions. La rapide croissance de Samsoun symbolisait l'effort grec grandissant.

Sur les côtes de l'Égée, à Smyrne, la situation des Grecs n'était pas moins florissante. Le vilayet de Smyrne-Aïdin, le plus riche, le plus prospère de l'empire, pouvait être considéré comme un pays gréco-turc, mais un pays gréco-turc dans lequel le Grec posséderait à peu près tout et le Turc à peu près rien. La formule n'est pas tout à fait juste, car dans cette grande et vieille échelle du Levant qu'est le port de Smyrne, les Européens ont depuis longtemps une situation assez forte. Cependant la part du commerce grec était prépondérante et celle du commerce turc nulle. De toutes les provinces turques, la province de Smyrne est la seule qui soit véritablement expor-

tatrice de produits indigènes nombreux et variés, c'est-à-dire la seule qui fasse entrer de l'argent en Turquie. Smyrne, en effet, exporte des tapis, des figues, des raisins secs, de l'opium, de l'orge, des tabacs, des olives, de la laine, des peaux, de la valonée, de l'émeri, du chrome, etc... De nombreuses mines pourraient être exploitées et quantité d'industries pourraient y prospérer : tissus, vins, huiles, savons, tanneries, etc... Elle est enfin la seule province dotée de routes et de trois lignes de chemin de fer.

Le projet grandiose de Venizelos était avant tout naturel et logique : défendre d'abord, par le concours des armes grecques, ce riche et vieux patrimoine hellénique qui fut autrefois l'Ionie et le rattacher ensuite à la Grèce moderne.

On pourrait multiplier les exemples de ces manifestations variées de la vitalité du génie grec en Turquie. Nous n'avons voulu que choisir et indiquer.

LE PRINCIPE DE VIE DE LA GRÈCE. — Ce qu'il est important de bien mettre en lumière c'est l'aide précieuse que trouva la Grèce elle-même dans ce développement lointain de la vitalité hellénique. Les œuvres grecques, au loin, s'appuyaient fortement sur Athènes, sur le foyer national solidement constitué. Mais en revanche, quel secours, quel appui décisif, presque miraculeux quelquefois, quelle source de force et de vie la Grèce n'a-t-elle point trouvée elle-même dans cet

Hellénisme qui était comme le sang dont elle vivait ! La Grèce rayonnait au dehors, mais par un phénomène naturel de réflexion, ces forces qu'elle donnait lui revenaient bientôt multipliées. C'était Georges Averoff, l'évergète bien connu, né à Metzovo, en Épire délivrée, qui, après avoir fait fortune en Amérique, offrait à la Grèce — alors qu'il était juridiquement lui-même sujet ottoman, — le cuirassé qui devait au cours de la guerre balkanique lui assurer la maîtrise de l'Égée et la possession des îles. C'était Carolidis effendi, Grec de Cappadoce, né à Indirlick, l'antique Andronique, près de Césarée, qui devint un des meilleurs historiens de la Grèce moderne, enseigna brillamment à l'Université d'Athènes, et vint, après la chute d'Abdul-Hamid, défendre l'Hellénisme d'une voix éloquente au sein du parlement ottoman. C'étaient de tous les horizons du monde grec des centaines d'étudiants affluant à l'Université d'Athènes.

Peut-être comprendra-t-on pourquoi Jeunes-Turcs et Bulgares, en Macédoine et en Asie, se heurtèrent à l'élément grec qui, bien organisé, devait se montrer irréductible. Aussi Bulgares et Turcs devaient-ils fatalement être amenés à s'unir au moment où leur haine grandissante et leur basse jalousie trouvèrent dans la guerre européenne et surtout dans la complicité allemande l'occasion de se débarrasser par la violence de ceux dont ils convoitaient la situation et détestaient le succès.

II

L'HELLÉNISME ET LES JEUNES-TURCS (1912-1916)

Le dualisme jeune-turc. — Premiers mois de boycottage.
— La persécution de 1913-1914. — Littérature de haine.
— Expulsions en masse (1914-1915). — Les déportations
en masse, la destruction des centres grecs. — L'esclavage rétabli (1915-1916).

LE DUALISME JEUNE-TURC. — La révolution jeune-turque faite au nom de la liberté et du droit contenait en germe la destruction des Arméniens et la ruine de l'Hellénisme, car elle n'était en réalité qu'un mouvement nationaliste des plus fanatiques et des plus étroits. Mais l'immense soulagement ressenti dans le monde à la chute d'Abdul-Hamid fit illusion.

Les Jeunes-Turcs eurent dès le début deux programmes politiques. L'un avoué et rendu public, inspiré des idées de la révolution française (liberté politique et religieuse, constitution, égalité des races, etc...) devait leur servir uniquement à renverser le régime hamidien, à capter la confiance populaire et à escalader le pouvoir. C'est sur ce programme de parade que la diplomatie franco-

anglaise voulant tenir les Jeunes-Turcs pour sincères jusqu'à preuve du contraire, les jugea et leur fit crédit. Leur second programme, secret celui-là, mais se trahissant cependant déjà par des signes certains, était nettement et brutalement nationaliste (la Turquie aux Turcs par l'élimination même violente des éléments hétérogènes arméniens et grecs, l'abolition des privilèges et des capitulations, le développement du panislamisme). Il devait être appliqué une fois le pouvoir conquis et représentait les véritables aspirations ou, pour mieux dire, les véritables passions jeunes-turques que le cynisme réaliste de la diplomatie allemande eurent tôt fait de démêler et d'encourager.

Si l'on a toujours présent à l'esprit ce dualisme d'idées politiques dont joua toujours non sans habileté le Comité Union et Progrès et dont surent profiter adroitement les diplomates allemands, on aura la clef de tous les événements politiques en apparence contradictoires qui se sont déroulés en Turquie depuis huit ans.

Dès le début, les véritables tendances ou plutôt les véritables instincts du Comité Union et Progrès se faisaient jour et prenaient un caractère de certitude pour ceux qui étaient en position de voir les choses de près.

Si le lecteur veut bien permettre à l'un de ceux qui écrivent ces lignes l'évocation d'un souvenir personnel, je raconterai comment j'eus, dès 1908,

une impression très nette et très profonde de ce que réservait l'avenir. La Constitution à peine rétablie, Enver bey qui était alors un simple capitaine de vingt-cinq ans et le docteur Nazim vinrent aussitôt de Salonique à Smyrne pour prêcher aux populations chrétiennes de l'Anatolie la bonne nouvelle de la liberté ottomane. Dans le grand salon oriental où se tenaient les colloques, les envoyés du comité de Salonique recevaient les notables des communautés chrétiennes, tâchant de leur faire partager leur enthousiasme et leur confiance dans l'avenir. Évêques et laïques, négociants et avocats prenaient part à la discussion. Un notable grec ayant fait observer au docteur Nazim que l'élément grec étant prépondérant à Smyrne (150 000 Grecs contre 40 000 Turcs), il convenait d'en tenir compte largement au point de vue de la représentation et de l'administration locale, Nazim, dans un moment de dépit, se trahit jusqu'à dire : « Peut-être ; mais si j'introduis 100 000 Turcs à Smyrne, le rapport peut être changé ! » Étendu paresseusement sur des coussins aux pieds d'Enver et de Nazim, un jeune officier kurde favori, fils d'un agha de Mésopotamie, les yeux luisants et bridés, le teint jaune, la lèvre retroussée sur ses dents aiguës, suivait les débats avec une attention passionnée et fixait des regards perçants de chat sauvage sur les vénérables prélats arméniens et grecs qui discutaient gravement. En entendant la répartition de

Nazim qui jeta un froid et en contemplant ce tableau, j'eus l'intuition subite de ce qui devait un jour fatalement arriver.

L'étrange politique de turquisation à outrance fut indubitablement, dès le début, le rêve du comité dans lequel prédominait l'influence du docteur Nazim le théoricien, ou plutôt l'idéologue du parti. Ce fut, en effet, lui qui fit englober une partie des millions payés par l'Autriche pour l'annexion de la Bosnie-Herzégovine dans une expérience malheureuse de colonisation de certaines parties de la Macédoine où, pour former une majorité ethnique turque, il pensa implanter de nombreux paysans turcs émigrés de Serbie et de Bosnie qu'on fit venir et qu'on installa dans des villages neufs construits à grands frais. L'expérience hâtive et mal étudiée échoua, et beaucoup de ces pauvres gens, ruinés et dépaysés, demandèrent à être renvoyés au pays natal.

Il est donc indéniable qu'il y eut dès le début une arrière-pensée chez les promoteurs de la révolution turque. Mais, même sans cette duplicité profonde, les simples conséquences naturelles des principes au nom desquels fut faite la révolution devaient fatalement amener le conflit. Car en prétendant établir en Turquie l'égalité et le droit commun pour tous, la révolution ruinait en réalité les espoirs helléniques séparatistes, rendait précaires et inutiles en principe privilèges et garanties et préparait inévitablement les voies à une explo-

sion d'antagonisme violent et à un divorce : « Le patriarche œcuménique comprenait si bien que les privilèges du Phanar étaient incompatibles avec le régime constitutionnel et que l'ancien état de choses ne pouvait subsister qu'avec l'absolutisme que quelques jours après le rétablissement de la constitution, en 1908, faisant visite au grand vizir Saïd pacha, sous prétexte de le féliciter, il déplora avec une hardiesse de langage qui surprit tout le monde et qui fut blâmée même par les Grecs que le gouvernement ait cru devoir rétablir l'œuvre de Midhat pacha. Aujourd'hui Joachim III est considéré comme un grand politique pour avoir seul prévu les dangers que révélait la constitution pour l'orthodoxie et pour l'Hellénisme ¹. »

PREMIERS ESSAIS DE BOYCOTTAGE. — La Jeune-Turquie employa surtout deux armes pour arriver à écraser l'Hellénisme : en temps de paix le boycottage ; en temps de guerre, outre le boycottage, les arrestations et surtout les déportations en masse sous prétexte de nécessités militaires. Pour entraîner la population turque on fit appel moins au fanatisme religieux qu'à la plus basse des jalousies : celle de l'ignorant et du paresseux pauvre et dénué contre son voisin nécessairement mieux pourvu parce qu'industriel et actif. Pour comprendre à quel point il était possible

1. Vicomte DE LA JONQUIÈRES, *Histoire de l'Empire ottoman*, t. II.

d'exacerber chez les Turcs le sentiment de l'envie et de déchaîner les convoitises, il suffira de se rendre compte d'un simple fait qui, à notre avis, illustre mieux que toutes les considérations politiques les causes profondes du conflit : dans tous les villages à population exclusivement musulmane de la Turquie d'Europe et d'Asie, dans les régions les plus éloignées de l'Anatolie centrale et orientale, il y avait cependant *une* maison chrétienne : celle de l'épicier qui était presque toujours un grec originaire de Macédoine ou de Thrace, quand il n'était pas arménien. Dans ces districts reculés, l'épicier vend de tout : pièces de drap et de toile, ustensiles de ménage, tabac, menue camelote, etc. Il est l'unique commerçant d'une agglomération de pauvres paysans apathiques et ignorants. Que devait-il arriver inévitablement ? C'est qu'au bout d'un certain temps le village entier se trouvait être le créancier de l'épicier, unique détenteur de marchandises ; que l'épicier était forcément amené à ouvrir à tout le village des crédits payables en grains au moment de la récolte, qu'il ne perdait certainement pas au marché et qu'en définitive le village entier finissait par travailler pour l'épicier ! C'est alors que la propagande jeune turque vient insidieusement souffler à l'oreille de tout le village l'idée de supprimer la créance en supprimant le créancier.

On a souvent prétendu que Grecs et Arméniens ont toujours exploité les Turcs. C'est peut-être

vrai dans des cas assez nombreux, mais l'accusation n'en est pas moins inepte et indigne d'un peuple sérieux : pourquoi les Turcs se laissaient-ils exploiter, qui les empêchait de faire eux aussi le commerce dans leur propre pays et pourquoi, lorsqu'ils l'ont essayé, ont-ils toujours lamentablement échoué ? Pourquoi y a-t-il toujours eu en Turquie des banques de tous les pays et de toutes les races : françaises, anglaises, allemandes, italiennes, russes, grecques, arméniennes, juives et n'y a-t-il jamais eu une seule banque turque ? Les Turcs pourront toujours supprimer par la violence un commerçant grec ou arménien ; mais ils ne le remplaceront point parce qu'un des leurs fera rapidement faillite. Mais il y a déjà un candidat allemand et c'est là — ne riez pas — dans une question d'épicerie que se révèle tout le schéma de l'odieuse politique germanique en Orient.

Chose curieuse, c'est contre leurs alliés d'aujourd'hui, contre les Autrichiens que les jeunes Turcs s'essayèrent pour la première fois au boycottage. Au lendemain de la révolution, pour protester contre l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, pendant quelques semaines on boycotta dans les ports ottomans les produits autrichiens. Puis le mouvement, factice, tomba de lui-même. Dès 1911 avait lieu la première campagne sérieuse de boycottage antihellénique. C'était sous le ministère Hakki pacha et l'on exploita les événements de Crète pour amorcer la persécution.

Les Hellènes tenant entre leurs mains la plus grande partie du cabotage des ports ottomans, on pensa frapper au cœur les intérêts et le commerce grecs en dirigeant exclusivement l'effort du boycottage contre les navires battant pavillon hellène. Un comité qui prit le nom de *Comité pour la guerre économique* fit une active propagande parmi les dockers — presque tous turcs, — des ports ottomans et les amena facilement à refuser de débarquer le chargement de ces navires. De même tous les embarquements à bord de bateaux hellènes furent arrêtés. Le gouvernement soutenait en secret le mouvement et le comité jeune turc se flattait de ruiner rapidement par ce moyen le commerce grec, dont les Turcs, délivrés de la concurrence, pourraient aussitôt s'emparer. Cette conception enfantine trouva son expression dans la proclamation suivante que le « Comité pour la guerre économique », fit afficher partout :

« Assez de bateaux hellènes ont déjà navigué sur nos côtes ! Au tour des Turcs, les seuls maîtres de ce pays. Il faut que l'Europe apprenne que nous ne sommes plus ce que nous étions auparavant, que nous sommes devenus des hommes libres voulant de toutes nos forces nous imposer à l'attention et à l'estime de l'Europe, que nous voulons créer coûte que coûte une marine marchande, un commerce, une industrie pour les Turcs. »

L'inexpérience ou plutôt l'inaptitude véritable-

ment extraordinaire des Turcs en matière économique et leur manque de jugement firent que le résultat de ce mouvement porta complètement à faux. En effet les promoteurs du boycottage, pourtant farcis de doctrines et de théories, n'avaient pas songé que la première victime devait être le trésor ottoman dont les douanes des ports constituaient un des plus clairs revenus. Ils n'avaient pas non plus songé que les navires battant pavillon hellène portaient surtout des marchandises françaises, anglaises, autrichiennes, allemandes, italiennes destinées à des maisons de commerce de toutes les nationalités. Les ambassades et les consulats firent bientôt entendre un tel concert de protestations que le gouvernement dû t mettre fin au mouvement.

LA PERSÉCUTION DE 1913-1914. — Instruits par cet échec, les Jeunes Turcs ne se tinrent pas pour battus, mais attendirent une autre occasion pour porter la persécution sur un terrain favorable avec des chances de succès. La guerre balkanique et ses amères déceptions devaient bientôt la leur fournir. Pendant la guerre elle-même la plupart des Hellènes quittèrent la Turquie, et si quelques mesures de rigueur furent prises contre l'élément grec indigène, le gouvernement et le comité avaient alors bien d'autres soucis que d'organiser une persécution méthodique. Ce fut après la guerre, dans le double but de se venger des Grecs et de faire céder le cabinet d'Athènes

dans la question des îles que le mouvement éclata, hypocritement et savamment organisé cette fois. Il ne devait plus cesser et n'a fait, jusqu'au moment où nous écrivons ces lignes, que se développer avec plus d'ampleur et perfectionner ses méthodes en amoncelant plus de ruines. L'Hellénisme cette fois fut frappé au cœur.

A ce moment, en 1913-1914, les Jeunes Turcs, appuyés ouvertement par le gouvernement, se servirent efficacement de deux moyens pour frapper les Grecs : le boycottage et l'installation des émigrés turcs de Macédoine et de Thrace. Mais aussitôt que la Turquie fut entrée dans la lutte aux côtés de l'Allemagne, une arme nouvelle et terrible fut entre les mains du comité jeune turc qui s'en servit avec une cruauté froide et raisonnée : la destruction des centres grecs et la déportation, en masse, de leurs habitants par mesure administrative sous le prétexte de précautions et de nécessité militaires.

Le boycottage absurde des bateaux hellènes fut laissé de côté cette fois, mais une campagne extrêmement violente fut entreprise contre les commerçants grecs de Turquie. Le mouvement, inspiré par Salonique, était appuyé par certains négociants et financiers israélites qui, ne tenant pas à rester en Macédoine sous la domination hellène, préféraient venir s'installer en Turquie : ils comptaient prendre aisément la place des négociants grecs évincés en fondant des firmes

turques nouvelles avec le concours de quelques prête-noms turcs faiblement associés. Ce plan habile qui flattait l'amour-propre des Turcs tout en tenant compte de leur incapacité commerciale réussit dans une large mesure et, pendant que les commerçants grecs étaient en butte aux tracasseries de la police et de l'administration, on vit s'ouvrir à Stamboul une quantité de nouveaux et beaux magasins portant fièrement des raisons sociales musulmanes. Il faut d'ailleurs noter que le juif est le seul élément hétérogène qui, entièrement dépourvu d'ambitions nationales, a toujours su faire bon ménage avec le Turc auquel il rend des services sans le froisser.

LITTÉRATURE DE HAINE. — Pour atteindre le but il était nécessaire de convaincre et de fanatiser la clientèle turque, surtout les femmes, en s'adressant à son patriotisme. C'est alors que l'on vit éclore cette littérature populaire si caractéristique de pamphlets et de tracts, poussant les musulmans à la haine, à la persécution et au boycottage des Grecs. Des milliers de brochures furent et sont encore distribuées gratuitement parmi les musulmans de Constantinople et des grandes villes où réside une importante population grecque. Rédigés en turc vulgaire et facilement compréhensible pour les plus ignorants, ces appels s'adressent à toutes les classes de la société musulmane, mais surtout au peuple. La simplicité et la naïveté apparentes de leur rédaction sont significatives du but

que l'on se propose : agir fortement sur l'imagination populaire. Il est expressément recommandé sur la couverture de ne remettre la brochure qu'en des mains musulmanes : «*Gratis. Pour les musulmans seuls. Que ceux qui tiendraient en main cette brochure que nous avons fait imprimer et que nous faisons distribuer gratis dans l'espoir de rendre service au pays et à la nation, ne la déchirent pas après l'avoir lue. Qu'ils la transmettent à d'autres musulmans comme eux. Que ceux qui savent lire la lisent à ceux qui ne savent pas. Ils contribueront ainsi au bonheur de leur pays.* »

Viennent ensuite une série d'allocutions, véritables modèles de petites conférences populaires, destinées à être prononcées de vive voix, thèmes susceptibles d'être développés facilement dans de petites réunions, dans les cafés de Stamboul, dans les mosquées. L'argumentation simpliste vise surtout à frapper fortement l'imagination de la foule.

Voici quelques échantillons de ces appels que nous avons traduits et publiés pour la première fois et qui constituent à nos yeux un précieux document historique, car ils sont caractéristiques de la mentalité turque d'aujourd'hui et expliquent comment elle a été savamment et méthodiquement fanatisée au point d'en arriver à accepter comme des événements naturels la présence des Allemands

1. V. notre article du *Temps* du 4 février 1914 : *Le boycottage et l'agitation antichrétienne en Turquie.*

à la tête de l'armée turque, la boucherie arménienne et la persécution grecque qui finira peut-être aussi tragiquement.

Voici d'abord un appel direct à la haine et une invitation à tirer vengeance de la trahison des Grecs ottomans :

GEORGES AVEROFF.

« Musulmans, mesdames, messieurs,

« Je veux vous parler d'une importante question. Dieu nous préserve de la reprise des récentes guerres balkaniques. Quatre ennemis se sont rués sur nous et, après avoir incendié et dévasté la Turquie d'Europe, sont arrivés jusqu'à Tchatalja. Mais ils se sont bientôt entretués et nous en avons profité pour reprendre grâce au Tout-Puissant notre belle Andrinople et Kirk-Kilissé. Nous avons regagné un vilayet entier. Mais, hélas ! combien les territoires que nous avons repris sont insignifiants à côté de ceux que nous avons perdus ! Aujourd'hui des millions de musulmans se trouvent sous le joug de l'ennemi.

« Or, savez-vous quelle est la main qui vous a fait perdre tant de beaux vilayets et qui a hissé le drapeau de l'ennemi sur nos riches provinces ? C'est notre propre main. Oui, nous sommes responsables de tous ces malheurs, car n'ayant pu sortir des Dardanelles, nous n'avons pu secourir Salonique et les îles, parce que se dressait devant nous le

cuirassé ennemi *Averoff*. Oui, c'est grâce au seul cuirassé *Averoff* que la Grèce s'est trouvée entièrement libre d'agir à sa guise sur les côtes de Roumélie et dans toute la mer Egée. Or, est-ce la Grèce, cet ignoble et misérable petit État (*sic*) qui a acheté ce beau navire? Non, c'est un grec ottoman, un nommé *Averoff*, un de nos propres compatriotes.

« Mesdames et messieurs, c'est donc, je vous le répète *un Grec ottoman qui a donné à la Grèce les moyens de nous vaincre* et de s'agrandir à notre détriment. Or, combien d'autres Grecs ottomans, nos compatriotes, à qui chaque jour nous serrons la main, laisseront après leur mort toute leur fortune à la Grèce? »

Voici ensuite un curieux portrait du commerçant grec vu par des yeux turcs. Dans ce document le Turc trahit sa jalousie infantine pour les succès de son rival tout en rendant un hommage inconscient à son savoir faire et à son habileté :

LES MARCHANDS GRECS OTTOMANS.

« Si nous passons par les bazars et les marchés, que constatons-nous? Des rues les plus petites aux boulevards les plus larges, la majeure partie des boutiques se trouvent entre les mains de nos compatriotes les Grecs. Ils possèdent tout, depuis les épiceries jusqu'aux magasins les plus grands et les plus beaux, et par leur habileté et leur langage

attrayant (*sic*) ils réussissent à attirer toute la clientèle musulmane. Or, chaque soir, le petit boutiquier ou le propriétaire du grand magasin affecte une partie de ses bénéfices réalisés sur les musulmans à la Grèce. Voilà la source de la force de cet ignoble petit État (*sic*).

« Les Grecs travaillent jour et nuit, se livrent à un labeur prodigieux non seulement à Constantinople, mais aussi à Smyrne, à Koniah, à Bassorah, en Égypte, aux Indes, en Chine, en Amérique et en Europe, enfin sur toute la surface du globe. Et c'est nous, pauvres et innocents musulmans, qui leur donnons l'argent pour l'achat des cuirassés et de l'artillerie avec lesquels ils nous détruiront !

« Remarquez enfin que dans aucune boutique chrétienne on ne voit d'employé musulman, car les chrétiens ne veulent faire bénéficier de leur travail que d'autres chrétiens. D'ailleurs voyons-nous un chrétien se livrer à des transactions avec un musulman à moins qu'un besoin urgent d'argent ne le presse ?

« A ce point de vue il n'y a aucune nation aussi indifférente, aussi inconsciente que les musulmans. Cette cécité, cette indifférence doivent cesser. »

Voici une véritable parabole du nouvel évangile turc :

L'EXEMPLE DE LADY CROMER.

« Laissez-moi vous conter une historiette très caractéristique. La femme de lord Cromer, l'ancien

vice-roi (*sic*) d'Égypte avait une servante musulmane laborieuse et fidèle. Un jour elle lui donna une livre sterling pour aller acheter une pièce d'étoffe américaine dans un certain magasin qu'elle lui indiqua. La servante y alla. Mais ayant trouvé excessif le prix demandé, elle crût bien faire en allant acheter l'étoffe dans une autre maison où elle paya vingt piastres moins cher. Lady Cromer lui dit :

« — Pourquoi n'es-tu pas allée au magasin que je t'avais indiqué? Je savais bien qu'on pouvait acheter cette étoffe ailleurs meilleur marché, mais le magasin que je t'ai dit est anglais et je ne voulais pas que mon argent allât dans la poche d'un étranger.

« Et lady Cromer renvoya la pauvre servante musulmane.

« Nous devons tirer une leçon de ce geste fait par la fille d'un peuple aussi riche que le peuple anglais.

« Si nous le voulons nous pouvons avoir des négociants aussi riches qu'Averoff et capables de donner des cuirassés à l'État.

« Si nous le voulons nous pouvons provoquer dans une année la faillite de grands et riches magasins grecs tels que Hadjopoulo, Yanko, Petro, etc..., noms étrangers pour des musulmans.

« Si nous le voulons nous pouvons arriver rapidement à concentrer tout le commerce de Con-

stantinople dans des mains exclusivement musulmanes.

« Pour cela que faut-il faire? C'est simple. Décider de ne rien acheter désormais que chez des musulmans. C'est le seul moyen qui puisse nous rendre riches et prospères.

« Il faut préférer avant tout les productions indigènes. Il est vrai qu'elles sont plus chères et plus grossières que celles de l'Europe. Mais cette grossièreté même doit nous faire honneur.

« N'achetons rien que chez des musulmans, d'autant plus qu'un grand nombre de nos compatriotes établis ici ont quitté pendant la guerre leurs magasins pour aller combattre notre armée et massacrer les musulmans. Or, ces traîtres criminels vont rentrer ici incessamment pour vaquer à leurs affaires.

« *Mais tout ce que nous ferons, faisons-le en secret, sans cri, ni tapage. Ce que nous pensons, nous devons le savoir seuls. Nos ennemis ont pu réaliser leurs projets en les tenant secrets. Faisons comme eux!* »

Vient ensuite un sérieux appel aux femmes :

AUX HANOUMS.

« Grandes et nobles hanoums ! Un peu de complaisance de votre part pour nos produits indigènes et pour les marchands musulmans peut vivifier notre pays.

« Donnez l'exemple à toutes les femmes. *Chassez de chez vous les couturières grecques.* N'achetez plus d'étoffes, de dentelles européennes. Préférez les produits indigènes. Que l'exemple de la femme de Cromer vous édifie et vous serve de leçon ! Le jour où vous agirez ainsi se lèvera une aurore de prospérité pour le monde musulman. »

D'autres manifestes assuraient les musulmans que la future flotte hellène serait entièrement payée avec les souscriptions des Grecs ottomans, c'est-à-dire avec de l'argent turc et les adjuraient de rompre toutes relations commerciales avec les Grecs de Turquie.

De longues listes sont distribuées désignant d'un côté les magasins grecs à éviter et donnant, d'autre part, les noms et les adresses des musulmans épiciers, tailleurs, bonnetiers, marchands de chaussures et de nouveautés, pharmaciens, artisans de toute sorte.

Le placard suivant invite les Turcs à boycotter les cafés grecs de Smyrne :

« Au moment où vos frères, les purs patriotes turcs, ont juré de cesser tout rapport avec les Grecs et avec ceux qui les assistent, sachez que c'est une honte pour vous de continuer à fréquenter leurs cafés. Oui, savez-vous que les mains qui vous apportent ce poison sont teintes du sang innocent de vos frères de Roumélie ? C'est grande pitié si vous l'ignorez. Vous voici informés. Et si vous êtes musulmans, si vous avez le sentiment de la foi

et de la religion, si vous avez une conscience, agissez comme la situation l'exige. »

D'autres manifestes s'adressent plus particulièrement aux sentiments religieux. Leur ton violent semble dépasser le but à atteindre — le boycottage de quelques boutiquiers — et fait songer aux imprécations et aux malédictions qui accompagnent en Orient les explosions sauvages du fanatisme. Une étincelle suffit pour porter aux pires excès des populations ignorantes et simplistes ainsi travaillées : les massacres en masse d'Arméniens ne se sont pas produits autrement :

« Au nom du Dieu clément et miséricordieux.

« Quiconque possède le sentiment du patriotisme, de la religion, de l'islamisme, quiconque possède l'amour de la patrie, qu'il cesse immédiatement tout rapport avec les Grecs ; qu'il transmette immédiatement et en secret cette petite brochure contenant nos conseils à ceux de nos frères en religion qui ne l'auraient pas encore lue :

« Moi, en peu de mots, je vais donner quelques conseils à toi et à tes coreligionnaires, pour notre foi, pour notre religion. Si votre cœur s'emplit de la lumière de la foi, si votre religion est pleine de religion islamique, si votre foi est une véritable foi, si votre mariage est parfait, répétez mes conseils à vos femmes, à vos mères, à vos sœurs, à vos parents, vos amis, vos connaissances, à toutes les personnes aimées. Exigez qu'ils soient exécutés et

appliqués. *Exigez toute la haine, toute la passion nécessaires* et gardez secret dans vos cœurs, dans vos familles ce livre religieux, afin que soient sauvées la patrie et la nation.

« O frère musulman ! Les chrétiens qui convoitent notre patrie, les chrétiens qui s'efforcent d'anéantir notre religion et nos livres sacrés parce que nous sommes des musulmans, la guerre qu'ils ont engagée au nom du christianisme, ils l'ont faite avec l'argent qu'ils nous ont pris, avec l'aide des traîtres impies et infâmes de notre patrie. Attendrons-nous que les monstres, nos ennemis, massacrent notre père, notre frère, enlèvent nos femmes et nos filles ? *Le livre sacré ordonne la vengeance.* Refuserons-nous d'obéir au saint précepte de notre Dieu puissant et ne travaillerons-nous pas pour la vengeance ?

« O mon frère en religion ! Viens, prenons notre Iman et allons jurer sous les étincelantes lumières de nos belles mosquées. Jurons union et concorde disant « Valahi, bilahi » par Dieu et pour Dieu. Ne nous écartons pas des ordres du gouvernement. Cessons de croire aux mensonges et aux discours de ceux que nourrit la Grèce. Disons : O Dieu ! pour le droit de ton saint nom je ne donnerai pas même cinq paras à *quiconque n'est pas membre de la corporation des épiciers musulmans.* Unissons-nous, coalisons-nous, réveillons nos femmes, nos enfants et notre famille et tous nos frères en religion. Lions-nous par les cordes de la foi pour ces-

ser toute relation avec les ghiaours. Songeons que l'argent que nous donnerons à ces infidèles servira à fabriquer, à acheter les baïonnettes et les balles qui vont percer nos cœurs. Eloignons-nous le plus possible des vêtements à la mode, des étoffes et parures du même genre qui corrompent et détruisent nos vieilles mœurs. Alors Dieu nous protégera et nous assistera de sa force divine. »

Cette propagande poursuivie avec méthode et persévérance depuis trois ans dans toute la Turquie a porté ses fruits et a amené depuis 1913 la disparition de la plus grande partie des commerçants grecs. Le plus grand nombre fut complètement ruiné. Certains se décidèrent à temps à fermer boutique et émigrèrent en Amérique ou ailleurs. Partout, dans les plus lointaines provinces, des comités de boycottage, se fondèrent, postant des agents salariés à la porte des magasins grecs pour empêcher la clientèle musulmane d'y pénétrer. Des boutiques turques s'ouvrirent. Tous les moyens sont bons d'ailleurs pour évincer les Grecs ; on provoque contre eux dénonciations et faux témoignages. Presque tous les épiciers de Constantinople sont Grecs. Le plus grand nombre sont installés à bail dans des boutiques appartenant à des Turcs. Pour les déloger, le gouvernement turec décrète annulation du bail aussitôt qu'une plainte est portée par un tiers contre un locataire hellène. Ce tiers se trouve toujours à point, le bail est annulé et, immédiatement,

un épicier turc est installé dans le local. Le Grec, chassé du petit coin où il avait réussi à se former une clientèle, se trouve aussi dans l'impossibilité de se faire rembourser par les clients auxquels il vendait à crédit. Il est ruiné doublement.

D'autres fois les Grecs sont sollicités, avec menaces, de verser d'énormes souscriptions à divers comités (flotte, défense nationale, etc.). Un jour, le patriarcat ayant adressé à ce sujet des plaintes énergiques au ministre de l'intérieur Talaat bey, celui-ci exprima sa surprise pour les faits qui lui étaient signalés. Ils se commettaient, assura-t-il, à l'insu du gouvernement, et, pour mieux le prouver il fit appeler le chef de la sûreté et devant la délégation lui ordonna de poursuivre quiconque userait de violence pour recueillir des souscriptions, de convoquer les directeurs des journaux turcs et de leur recommander de modérer leur langage à l'endroit des Grecs. Talaat bey réitéra au patriarche l'assurance que le gouvernement ferait tout ce qui dépendait de lui pour prévenir de nouveaux incidents.

Le grand vizir tint un langage analogue. Mais, pendant que le gouvernement turc jouait ainsi la comédie en public, la direction générale de la police adressait une circulaire confidentielle à tous les commissariats de l'empire, leur enjoignant de soutenir par tous les moyens le boycottage anti-grec organisé par l'*Union panislamique*.

EXPULSIONS EN MASSE. — Mais le boycottage

n'atteignait que les commerçants, et le comité Union et Progrès avait, dès 1914, décidé de déraciner définitivement l'hellénisme de l'empire ottoman. Le prétexte de l'installation des émigrés turcs de Macédoine fut alors invoqué.

Le gouvernement ture, à la suite de la guerre balkanique, se trouvait avoir sur les bras environ 150 000 réfugiés turcs de Macédoine. On décida de les employer à repeupler la Thrace dont on voulait faire un rempart musulman protégeant Constantinople et on trouva simple et commode de les installer dans les maisons et sur les champs des Grecs qui furent invités à émigrer à leur tour. Le Dr Nazim appliquait de nouveau ses théories sur la modification rapide de l'ethnographie d'une région. Au printemps 1914 seulement, 75 000 Grecs furent ainsi chassés de leurs foyers dans un dénûment absolu. Un grand nombre périrent. Le reste se réfugia à Salonique. Un rapport consulaire décrit ainsi la situation générale en mars 1914 :

« Les nouvelles qui nous arrivent de la Thrace et de l'Asie Mineure continuent à dépeindre sous les plus sombres couleurs la situation de l'élément grec.

« Le but est nettement tracé : affaiblir la nation hellène, la contraindre à l'émigration. Les moyens seuls varient selon les pays. En Asie Mineure où l'élément grec détient tout le mouvement économique, où il prospère par ses capacités commerciales, on s'efforce de l'atteindre dans ses œuvres vives : on exerce contre lui un boycottage acharné,

on lui impose des contributions pour la flotte au-dessus de ses forces. Partout retentit la prédication de haine. La presse s'efforce de fanatiser les musulmans, évoquant des dangers imaginaires qui les menaceraient.

« Des individus recrutés dans la lie de la populace attaquent les boutiques grecques, menacent et maltraitent les musulmans qui vont s'approvisionner chez les chrétiens. Les autorités locales assistent impassibles aux scènes de violence ; tantôt elles se bornent à des assurances platoniques ou allèguent leur incompétence ; tantôt elles participent au mouvement ou le dirigent.

« Dans la Thrace orientale où la guerre a détruit tout mouvement commercial, la procédure est plus expéditive. On pille les biens des Hellènes et on leur déclare sans détours que l'unique moyen de salut est de quitter le sol natal. Des réfugiés musulmans s'installent dans les villages grecs, chassent les habitants de leurs maisons et de leurs champs et les dévalisent.

« Les événements de la Thrace sont l'application d'un programme méthodique élaboré par les Jeunes-Turcs. Le but du Comité est selon nous : 1° *anéantir l'hellénisme de Thrace* ; 2° installer sans frais les réfugiés musulmans ; 3° confisquer, au bénéfice de ceux qui opèrent, les biens mobiliers des Grecs, car on ne donne aux réfugiés que les maisons et les terres ; 4° *tirer vengeance de la Grèce et exercer une pression sur le cabinet d'Athènes*

pour le règlement de la question des îles. »

Mais la moitié à peine des réfugiés turcs purent être casés en Thrace dans les foyers des Grecs expulsés et le Comité des émigrés, qui n'agissait que sur les ordres du gouvernement, décida de les installer sur la partie de la côte d'Asie qui fait face aux îles de Mitylène et de Chio, de Brousse à Smyrne : c'est la partie de tout l'empire ottoman la plus peuplée de Grecs. Le plan jeune-turc se précisait et s'amplifiait : il s'agissait bien cette fois de déraciner l'hellénisme de son rempart séculaire. Le boycottage et les persécutions de toutes sortes redoublèrent d'intensité. Les attentats et les pires violences commencèrent. Des villages entiers furent incendiés. Dans toute la région, surtout à Menemen, plusieurs centaines de Grecs furent massacrés en quelques jours. Ce fut alors un véritable exode vers les îles. C'est précisément le but que cherchait à atteindre le Comité qui favorisa les départs en masse. M. Panas, qui représentait alors la Grèce auprès de la Porte et discutait la question des îles, faillit quitter Constantinople. Devant les protestations des puissances le Comité promettait de faire cesser les incidents, plaidant cependant comme circonstances atténuantes la nécessité où il se trouvait de donner un asile aux réfugiés turcs de Macédoine.

On peut, sans exagération, évaluer à environ 250 000 le nombre des Grecs de Thrace, de Constantinople ou d'Asie Mineure qui, pour des causes

diverses durent quitter la Turquie pendant le premier semestre seulement de 1914.

LES DÉPORTATIONS EN MASSE, L'ESCLAVAGE RÉTABLI. — Sur ces entrefaites, la guerre européenne éclatait et la Turquie se trouva délivrée du contrôle gênant des puissances. Elle en abusa et se jeta dans la persécution avec frénésie, massacrant sauvagement les populations arméniennes — plusieurs centaines de mille âmes — de l'Anatolie orientale et redoublant de violence à l'égard des Grecs. Sous l'œil complice et bienveillant de l'Allemagne qui en échange de son concours militaire lui donnait carte blanche pour la réalisation de sa politique intérieure nationaliste, la Jeune-Turquie se livrait pour la première fois avec ivresse à la satisfaction absolue et sans contrôle de ses passions.

En 1915, la politique de déracinement de l'hellénisme était reprise de plus belle avec, cette fois, une arme puissante de plus : les soi-disant nécessités et précautions d'ordre militaire, l'intérêt supérieur de la défense nationale ! « Avant de procéder à l'expulsion hors du territoire ottoman de populations entières, le gouvernement jeune-turc s'adressa à l'état-major général composé, comme à présent, d'Allemands (en fait au maréchal Liman von Sanders). Il lui demanda par écrit son avis sur les mesures générales à prendre pour la défense de l'Empire. A cette question l'état-major allemand répondit que *toutes les contrées confinant aux frontières ainsi que les côtes de l'Asie Mineure*

*devaient être débarrassées de toute population dont le dévouement à la nation ottomane serait douteux*¹.» C'était là le blanc-seing, la justification permettant aux Jeunes-Turcs d'expulser, d'arrêter, de déporter en masse à leur guise Arméniens et Grecs.

Nous avons sous les yeux, au sujet de cette dernière phase de la persécution hellénique, un certain nombre de documents qui proviennent d'une source grecque respectable et autorisée. Plusieurs sont confirmés d'autre part par des témoignages impartiaux de missionnaires appartenant aux écoles et aux œuvres américaines si nombreuses dans toute la Turquie. Il y a là des chiffres, des faits éloquents :

Une première statistique officielle établie par le patriarcat œcuménique de Constantinople donne, village par village, le nombre de tous les Grecs expulsés, pour des « raisons militaires », des seuls districts riverains de la Marmara et voisins des Détroits pendant la courte période qui s'étend d'avril à août 1915 :

Province de Gallipoli	24 636
Rivage du vilayet de Brousse	11 167
Tchanak	3 300
Pyrgos et Derkos.....	6 224
Iles de la Marmara	23 450
Chalcédoine	1 104
Rivages de la Marmara	6 948
Soit un total de.....	76 829

1. Epaminondas G. Kyriakiatis, *Neutralité néfaste*, p. 50.

Une deuxième liste complémentaire pour la presque île de Gallipoli et les districts de Tchanak et Derkos porte ce chiffre à plus de 100 000. Tous leurs biens ont été distribués aux émigrés turcs de Macédoine, les hommes valides incorporés dans l'armée turque, les femmes, les enfants et les vieillards déportés dans l'intérieur de l'Asie Mineure vers Eski-Chéir et Angora dans un état d'absolu dénûment.

D'autre part, le long de la côte d'Asie, en face des îles de Mitylène, Samos et Chio, au nord et au sud de Smyrne, dans les districts d'Edremite, Aïvali, Vourla, Menemen, Phocée, Scala-Nova, Boudroum, etc., on estime que plus de 110 000 Grecs ont dû abandonner leurs foyers pendant la même période. Beaucoup sont passés en territoire hellène, les autres ont été déportés dans l'intérieur de l'Anatolie. Leurs maisons et leurs champs ont été attribués à des Turcs.

Sous l'œil complice des Allemands, on ne garde plus aucun ménagement et il se passe des faits révoltants. *Le Temps* rapportait dernièrement que des femmes grecques furent vendues publiquement dans le bazar de Koniah. Le fait est loin d'être isolé.

Le 16 juillet 1915, le commissaire de police de Baleuk-Hissar a fait crier sur la place publique qu'il livrait les femmes des chrétiens à raison de 10 paras (5 centimes) la femme.

De nombreux autres faits analogues ont été

signalés. Mais naturellement les autorités étouffent toute espèce de publicité au sujet de pareilles pratiques. Quelles horreurs se passe-t-il dans les profondeurs de l'Asie Mineure? Si l'on rapproche ces faits de ceux également connus de distributions par voie administrative de femmes, de filles, de jeunes garçons arméniens dans les harems turcs et kurdes de l'Anatolie orientale, nous en sommes amenés à conclure qu'en fait *l'esclavage est pratiquement rétabli* à l'égard des *rayas* ¹. « Depuis la tragédie, partout en Asie Mineure, aux portes des villes, se tiennent des marchés d'esclaves fort bien achalandés. On y vend les femmes, les jeunes filles, les enfants que les bandes turques ou kurdes enlevèrent au passage ². » D'ailleurs si l'esclavage était tombé plus ou moins en désuétude en Turquie, si la législation civile en avait interdit les manifestations comme la vente publique et la traite, si l'affranchissement était devenu un droit, il n'en est pas moins vrai qu'il existe toujours légalement en vertu de la loi religieuse du Chéri qui est toujours en vigueur, et en fait, car de nombreuses familles possèdent encore des esclaves musulmans. Des femmes, des enfants *rayas* ne peuvent être attribués par voie administrative à des particuliers ou vendus publiquement à des musulmans (le prix dérisoire de 10 paras n'étant mentionné que pour la validation de la vente)

1. Sujets ottomans non musulmans.

2. Henry Barby, *le Journal*, 9 juin 1916.

qu'à *titres d'esclaves*. Et cela est parfaitement légal d'après les dispositions de la loi du Chéri.

Voilà ce qui se passe en Turquie sous la haute direction des Allemands.

Ailleurs ce sont des faits d'un autre genre : le rapport transmis par le patriarcat œcuménique cite la lettre de l'évêque de la province de Derkos près de Constantinople qui raconte le fait suivant :

« Les femmes des réfugiés de Pyrgos ont été enfermées de force à Yéni-Chéir dans des maisons de tolérance. Tous les Turcs peuvent entrer librement et considèrent les malheureuses comme leur propriété. Les femmes d'Héligmi, Armontli et de Néchario ont subi le même sort. »

Les mêmes méthodes ont été appliquées tout le long des rivages de la mer Noire, dans les vilayets de Kastamouni, Samsoun et Trébizonde, et dans le Caucase : là encore des milliers de foyers grecs ont été brutalement dispersés par simple voie administrative.

Dans les provinces situées en dehors des zones militaires et riches en population grecque, et dans les grands centres urbains comme Constantinople et Smyrne la diminution rapide de l'élément grec n'est pas moins significative : des milliers de familles ont émigré pour éviter la conscription, abandonnant tout. La plupart des sujets hellènes fixés en Turquie sont partis.

En 1914 déjà les écoles grecques de Constantinople avaient un nombre d'élèves, inférieur de 30

à 40 p. 100 à la moyenne normale. Aujourd'hui un grand nombre ont dû fermer leurs portes. Les autres sont presque vides.

L'idée qui présidait à toutes ces expulsions et déportations en masse, à tous ces mouvements considérables de populations, était la suppression complète, absolue de tous les centres grecs de quelque importance qui, depuis deux mille ans, depuis toujours, et bien avant la venue des Turcs en Asie, étaient d'intenses foyers d'hellénisme. Le but a été atteint par la destruction ou la transformation de tous les édifices ayant un caractère national : églises, écoles, hospices, et par la dispersion de toute la population. Les témoignages abondent qui prouvent clairement ce plan et cette préméditation.

Par exemple, dans la région de la Marmara les Turcs ont occupé les églises, les écoles, les maisons et les champs de tous les expulsés.

Dans les cas de déportations en masse, afin d'éviter qu'un centre grec important ne se reforme ailleurs, la méthode la plus barbare a été adoptée :

« Les habitants des îles qui forment la province de Proconèse, écrit un évêque, ont été jetés, nus et sans vivres près de la côte d'Asie Mineure près de la gare de Panderma. Là ils ont été entassés dans des wagons, les maris séparés de leurs femmes, les mères de leurs enfants. Le train s'est mis en marche vers l'intérieur, et sur des ordres donnés par les inspecteurs de police qui étaient montés

dans le train, on a laissé dans chacune des différentes gares, deux ou trois wagons. C'est ainsi que *les habitants d'un même village ont été répartis entre dix-sept localités différentes*. On comprend sans peine la raison de cette dispersion. Isolés ainsi les uns des autres, les malheureux sont à la discrétion des Turcs et tous ceux qui ne se convertiront pas à l'islam finiront par périr. Il y a déjà eu de nombreuses conversions.

« Le 18 juillet 1915, les 8000 habitants de la riche localité de Trillia ont été sommés de quitter leurs demeures et dispersés vers tous les villages turcs du vilayet de Brousse, *dans l'espace de quatre heures*. On leur a assigné de misérables campements en plein air pendant que les Turcs s'installaient dans leurs demeures et pillaient un énorme stock d'huile d'olive d'une valeur de plus de 2 millions de francs.

« Dans les environs de Smyrne et le long de la côte tous les Grecs ont été, par dizaines de milliers, expulsés ou transportés. Dans toutes les villes où domine l'élément grec on transporte un nombre suffisant de musulmans pour leur assurer une large majorité. De plus on ferme tous les magasins grecs, de sorte qu'en définitive les Grecs sont réduits à s'en aller, à pied, le long des routes, dans un état lamentable de dénuement et de misère. »

C'est la réalisation complète du rêve du docteur Nazim au lendemain de la révolution de 1908 et dont nous avons parlé au début de ce chapitre.

Après la guerre balkanique il pouvait rester, en Turquie, nous l'avons dit, au maximum 2 500 000 grecs ottomans et sujets hellènes résidant habituellement. Aujourd'hui, après trois années de persécution patiente et méthodique voici quel est à peu près le bilan de la situation d'après les éléments d'information que nous possédons : presque tous les Hellènes sont partis ; tous les Grecs ottomans valides de dix-huit à cinquante ans qui n'ont pas été compris dans les expulsions en masse de Thrace et d'Asie Mineure avant la guerre, ou qui n'ont pas réussi depuis à émigrer pour échapper à la conscription, ont été enrôlés dans l'armée ottomane et un grand nombre d'entre eux ont péri, car les autorités militaires ne les ont, paraît-il, pas ménagés. Leurs biens ont été attribués à des réfugiés turcs, et leurs femmes, dispersées dans diverses localités, sont à la discrétion des Turcs. Tout le reste de la population composé de vieillards, d'enfants, de femmes et d'invalides, a été également en majorité déporté et dispersé. La mortalité, surtout celle des enfants, a été effroyable, nous dit un médecin américain. Au point de vue strictement numérique on peut affirmer hardiment et sans exagération que *bien plus de la moitié* de l'élément grec a disparu en trois ans. C'est à peine si l'on trouverait actuellement un million de Grecs en Turquie. Mais au point de vue de l'organisation et de l'influence le mal est encore plus grand, car, ainsi que nous l'avons décrit dans le détail, tous

les centres vivants d'hellénisme ont été systématiquement détruits et le commerce grec a été irrémédiablement ruiné. Il ne reste plus aujourd'hui à Constantinople et dans les grandes villes que quelques cadres officiels vides, un patriarche et des évêques, que le gouvernement turc par hypocrisie laisse en repos afin de se réserver éventuellement un prétexte à dénégations et aussi pour maintenir aux yeux des neutres une façade qu'il ne se fera d'ailleurs nul scrupule de renverser lorsqu'il jugera le moment venu de démasquer complètement ses projets : la suppression radicale et absolue des privilèges des chrétiens. Le jour semble proche où l'anémie complète de ces communautés jadis si florissantes ne fera de cette mesure ultime qu'une pure formalité. Dans cette tâche de l'extermination de l'hellénisme qui est depuis trois ans l'idée fixe des Jeunes Turcs, il ne faut pas négliger le large concours apporté par la Bulgarie et dont nous essayons de donner une idée dans le chapitre suivant. Si l'on ajoute au tableau le sort tragique de l'Arménie, l'on pourra se former une idée à peu près exacte de la grandeur du crime allemand en Orient.

III

L'HELLÉNISME ET LA BULGARIE

L'alliance de 1912. — Le passé. — Les ambitions bulgares. — L'erreur russe et l'erreur anglaise. — Les premières difficultés. — Les Bulgares à Salonique. — Les persécutions en Macédoine. — L'attitude des autorités bulgares. — L'ignorance de l'Europe. — Le roi Ferdinand et les Macédoniens. — L'attaque du 29 juin 1913. — Les atrocités bulgares. — Le roi Constantin déclare que « les Bulgares n'ont plus le droit d'être classés au nombre des peuples civilisés ». — Malgré la paix de Bucarest le roi Ferdinand proclame la nécessité de la revanche. — L'entente bulgaro-turque par l'élimination des Grecs de Macédoine. — La complicité albanaise. — La Macédoine tombeau de l'hellénisme.

La félonie bulgare de 1915 ne m'a point surpris. Celle de 1913 contre la Grèce et la Serbie fut par contre pour moi, je l'avoue, chose inattendue. J'avais suivi la campagne de Thrace avec l'armée de Radko Dimitrief. Un grand sentiment national animait ces troupes dont la conduite, alors, avait été sans reproches, du moins dans tout ce que j'avais pu voir. Au point de vue politique il me semblait que l'étendue des nouveaux territoires qui allaient échoir à la Bulgarie était telle que cette part du lion suffirait à tous les appétits des

gouvernants de Sofia et que cette courte et brillante campagne d'hiver 1912-1913 se terminerait, comme elle avait commencé, par un accord loyal entre ceux dont l'ennemi commun la Turquie, avait, par ses persécutions, réussi à unir les forces.

Je savais les haines et les jalousies du passé, mais j'avais une foi, certes un peu naïve, en le miracle de la victoire. Serbes et Bulgares s'étaient entre-déchirés, mais l'oubli ne commençait-il pas son œuvre? Les deux peuples n'avaient-ils pas fêté dans un enthousiasme sincère et pareil les hauts faits concomitants de leurs deux armées? J'entends encore M. Spalaikovitch, le ministre de Serbie à Sofia, me raconter : « Nous étions partis de Sofia M. Theodorof (ministre des finances bulgares) et moi le 24 octobre 1914 pour Nich afin d'y rencontrer M. Patchich et d'y régler avec lui l'envoi de deux divisions serbes sous les murs d'Andrinople. M. Patchich devait arriver de Belgrade par le train de sept heures du soir. A six heures je demande Sofia au téléphone pour communiquer avec M. Guechof, président du conseil.

De Sofia on me répond : « M. Guechof ne peut pas venir à l'appareil, il répond en ce moment aux manifestants devant la présidence du conseil ».

Je demande : Quels manifestants? Pourquoi?

La voix : Mais ! Lozengrad (Kirk-Kilissé) est pris !

Moi (croyant avoir mal entendu) : « Répétez? »

La voix : Lozengrad est pris !

Moi : Qui êtes-vous ?

La voix : Le téléphoniste du ministère.

Moi (très ému) : Je vous remercie du fond du cœur !

Et sans attendre davantage la communication avec M. Guechof je cours sur le quai de la gare en criant : « Lozengrad est pris ! Vive la Bulgarie. » La foule très excitée fait chorus.

A ce moment le téléphone retentit à nouveau. C'est Belgrade qui demande la gare de Nich. Je vais à l'appareil. On demande M. Patchich. Je réponds : « Je l'attends à sept heures et le train n'est pas encore arrivé ». Un peu inquiet je questionne : « Qu'y a-t-il donc ? »

La voix : « Je viens lui annoncer la prise de Koumanovo ».

Moi : « Qui êtes-vous ? »

La voix : « Le secrétaire du ministre des affaires étrangères. »

Je ressors sur le quai, sans prendre la peine de causer davantage avec mon vieil ami Stepanovitch et je crie : « Koumanovo est pris ! Vive la Serbie ! » et c'est un délire de joie dans le public.

C'étaient les temps héroïques, ceux du combat loyal et de la commune espérance.

En ce qui concerne les rapports greco-bulgares, un homme d'une singulière envergure d'esprit, d'une intelligence si grande qu'il est universellement jugé comme le premier homme d'État de ce

temps, M. Venizelos, avait un optimisme égal au mien et se trouver en pareille compagnie est plus qu'excusable. Que l'on se souvienne de cet admirable discours qu'il prononça au Parlement d'Athènes au début de juillet 1913, le 5, je crois, alors que l'opposition lui demandait des comptes avec la plus odieuse injustice.

« Je vais vous faire l'aveu d'une de mes péchés. Je suis d'un tempérament plutôt optimiste et voici ce que m'a dicté ce tempérament : Le passé m'a appris à ne pas me fier à nos voisins, les Bulgares, mais leur concours nous est indispensable si nous voulons faire la guerre aux Turcs. J'ai pensé qu'il valait mieux dire en prenant mon courage à deux mains : Le Bulgare a été de mauvaise foi dans le passé, mais le Turc l'est davantage aujourd'hui. Il nous rend la vie impossible. Entendons-nous avec la Bulgarie. Il y a place pour tous les états orientaux voisins. Nous pouvons, dans le partage, faire la part équitable à tous et suivre les aspirations de chacun d'après sa position géographique. »

M. Venizelos croyait que dans cette croisade des chrétiens des Balkans contre l'opresseur infidèle un semblable esprit, une semblable noblesse animaient tous ceux qui y participaient.

Les événements se chargèrent de lui démontrer que le tempérament bulgare était difficilement réformable et que ceux que l'on a pittoresquement défini : « les Mathusalems de la barbarie » et qui se

glorifiaient d'être : « les Prussiens des Balkans » n'avaient connu que pendant quelques semaines la saine beauté des combats généreux.

Le 29 juin 1913, l'attaque traîtresse de Guevgueli a été le point culminant, la grande déchirure. Elle a révélé pour toujours l'âme bulgare à ceux qui ignoraient le passé, se refusaient à connaître les réalités et persistaient à croire aux plaidoyers de personnalités dont la partialité était inspirée par l'amour-propre prophétique comme M. Bourchier de *Times*, ou par un sentimentalisme généreux et innocent entretenu judicieusement par une flatterie bulgare intéressée comme les frères Buxton, M. Brailsford et M. Georges Lorand.

Il est peut-être fastidieux de remonter jusqu'aux périodes lointaines de l'histoire pour y trouver les premiers témoignages de la rapacité bulgare. Cette race de Turcs slavisés, car les Bulgares sont une tribu méridionale turque et non fino-magyare, comme on l'a dit trop longtemps, sera, au cours des siècles, comme une lèpre dévorante qui dès le VII^e siècle s'attaquera à la chair de Byzance. Les dates cruelles se succèdent. En 679 c'est Asparouch occupant Varna à la faveur de la maladie de Constantin Pogonatos. En 809 c'est Krummos, autre Knez (chef) de bandes bulgares, massacrant la population de la ville sur les ruines de laquelle naîtra Sofia. C'est ce même Krummos buvant aux festins dans le crâne de l'empereur Nicéphore. En 924 c'est le siège de Constantinople

par le tsar Siméon, le premier des souverains bulgares qui eut quelque envergure et qui, comme certain prince d'aujourd'hui, avait le goût du « colossal », proposant une alliance au sultan d'Égypte contre Constantin Porphyrogénète, avait le goût des lettres, daignant composer lui-même « le flot d'or », anthologie de saint Jean Chrysostome et le goût de l'apparat, trônant à Preslau, sa capitale, en vêtements brodés de perles, avec des colliers de monnaies à son cou, des bracelets aux poignets, et une ceinture de pourpre autour des reins.

Au portrait de ce roi, ne faut-il pas ajouter celui du prince Samuel Sichman, autre gloire bulgare dont l'historien Skylitzis a dit « qu'il était barbare et inhumain, fourbe, pas scrupuleux dans le choix des moyens, mais en même temps un homme de fer, guerrier, intrépide, tacticien de génie ». Il fit tant d'impression sur le pape que celui-ci lui décerna, bien qu'il fut hérétique, la couronne royale.

L'hérésie, en ce temps-là, n'était pas luthérienne, elle n'était que bagomile et se distinguait par l'invocation constante à tous propos et hors de propos du nom de Dieu. L'histoire présente vraiment de curieux recommencements !

Les luttes de Basile II le *bulgaroctone*, conduit par saint Photios, apôtre des Thessaliens, contre Sichman et ses hordes bulgares sont des pages classiques de l'histoire grecque. Les Bulgares, en ce

temps-là, envahirent la Macédoine et l'Épire, mirent Larissa à feu et à sang. Ils attaquaient sans déclaration de guerre, massacraient et brûlaient. Il fallut trente années pour assurer le triomphe de l'hellénisme et la défaite des Bulgares.

On voit l'empire du tsar Siméon disparaître, réapparaître vers 1150 avec Tirnovo pour capitale, redisparaître en 1393 après la prise de Tirnovo par les Turcs. Puis au début du XIX^e siècle ce sont les insurrections de Rakovsky et de Karavelof; en 1815, c'est le mouvement grec de l'*Heteria* qui prête son appui aux Bulgares, ce peuple de « chrétiens grecs », comme on les appelait encore. Le sens de leur nationalité fut en réalité ressuscité par le général comte Ignatief, ambassadeur de Russie à Constantinople, qui doit amèrement regretter dans sa tombe la conception que M. de Vogué a qualifié de « géniale ». Jamais peuple n'aura payé, dans l'histoire du monde, d'une ingratitude plus noire les bienfaits qui lui furent prodigués.

Ignatief fit sanctionner en 1870 par la Porte la création de l'exarchat; il donna aux ouailles du nouvel exarche, qui ignoraient qu'ils avaient été un peuple et avaient eu une histoire, des écoles, des idées et des armes. M. de Vogué a écrit : « Lorsque Gladstone dénonça au monde civilisé les « atrocités bulgares » les pupilles d'Ignatief étaient mûrs pour l'indépendance quelques années après qu'ils avaient commencé de se connaître. »

Quarante ans plus tard ces mêmes hommes allaient prétendre, comme en vertu d'un droit millénaire, à l'hégémonie dans les Balkans et chercher à créer un empire slave du sud rival du grand empire russe lui-même. Lorsque Ignatief faisait agir les dames d'honneur de l'impératrice pour vaincre les hésitations d'Alexandre II et de Gortschakow et qu'il déclenchait cette guerre où Skobelef allait prendre la tête de la légion bulgare et dont la chute de Plevna fut l'instant culminant, il était en droit de penser que la Bulgarie serait à jamais la fille dévouée et reconnaissante de l'Empire.

Il est inutile de rappeler ici ce que fut le traité de San Stefano et le domaine énorme qu'il attribuait, sous la pression russe, à la Bulgarie inexistante la veille. Le congrès de Berlin de 1878 révisa ce partage. Il s'occupa également des revendications grecques et, après avoir entendu les brillants plaidoyers de M. Waddington, ministre des affaires étrangères, premier délégué français, se déclara consentant à la distraction de la Thessalie et de l'Epire de l'Empire ottoman en faveur de la Grèce.

On sait comment l'imprécision de la formule votée par le congrès dans l'article 24 : « Dans le cas où le Sublime Porte et la Grèce ne parviendraient pas à s'entendre sur la rectification de frontière indiquée dans le treizième protocole du Congrès de Berlin, l'Allemagne, l'Autriche-

Hongrie, la France, la Grande Bretagne, l'Italie, et la Russie, se réservent d'offrir leur médiation aux deux partis pour faciliter les négociations », devait être exploitée par la Turquie qui fit traîner jusqu'au traité de Constantinople du 24 mai 1881 la reconnaissance de l'annexion de la Thessalie et ne céda l'Épire qu'à la force des armes du diadoque Constantin en 1913.

On sait comment la Bulgarie, après le traité de Berlin, fut entièrement organisée par le prince Dondoukoff, commissaire impérial russe. Alexandre de Battenberg, élu prince de Bulgarie, allait immédiatement se trouver aux prises avec ce peuple insatiable dont le souverain actuel Ferdinand disait : « La Bulgarie serait un pays charmant s'il n'y avait pas les Bulgares. » Le premier souci de ces jeunes politiciens devait être l'hostilité à la Russie. Ils se sentaient déjà assez forts pour voler de leurs propres ailes et réclamaient les limites de San Stefano comme un droit absolu dont on les avait odieusement frustrés.

L'insurrection de Philippopoli de 1885 donna à la jeune principauté la Roumélie orientale. La bienveillance des puissances sanctionna ce coup de force. Pour son début dans la vie internationale la Bulgarie réussissait dans la politique de l'audace. Elle devait à jamais s'en souvenir et tenter perpétuellement d'en renouveler le geste.

La victoire bulgare contre la Serbie en 1885, victoire inattendue en raison des circonstances,

devait donner à la Bulgarie l'opinion qui ne l'a plus quittée, celle de ses extraordinaires et invincibles talents militaires.

Dès ce moment l'orientation de sa politique se dessinait : l'orgueil allait lui faire oublier la reconnaissance qu'elle devait à la Russie, tout en cherchant aux heures critiques à exploiter les sentiments maternels de sa créatrice ; elle allait chercher à s'agrandir par l'intrigue et les menées révolutionnaires ; elle allait donner à son armée les soins les plus vigilants pour en faire l'argument suprême de ses revendications.

Il est peu de phénomènes plus déconcertants que la tendresse inlassable de la Russie pour la Bulgarie. Quand on songe que dès 1880, c'est-à-dire aux premières années de son histoire, le plus important des hommes d'État bulgares de l'époque, Karavelof ne se cachait pas d'une hostilité violente à l'égard de la Russie et que ce même Karavelof offrait, après l'assassinat du tsar Alexandre II, la plus large hospitalité aux nihilistes russes et organisait même un banquet en leur honneur ; quand on se souvient de la politique autrichienne de Stamboulof dont le prince Ferdinand allait dès son arrivée en Bulgarie adopter « la manière », on se demande comment le bandeau a pu si longtemps rester sur les yeux des diplomates et dirigeants russes.

Fait presque incroyable, il y a encore en Russie des hommes d'État, M. Milioukof par exemple,

qui affectent de croire au retour possible de l'enfant prodigue et professent de l'indulgence pour « les Prussiens des Balkans ». Quant aux sympathies anglaises pour la Bulgarie, la raison en est un peu plus compliquée et fut assez longtemps basée sur un désir d'opposer à la poussée russe vers la Méditerranée l'obstacle d'une Bulgarie entreprenante et forte. Il s'y mêlait l'honorable sentimentalisme de la tradition gladstonienne : l'appui aux petites nationalités opprimées par la Turquie. C'est dans cet esprit qu'a travaillé le Balkan Committee, association puissante, née au sein de parti libéral et agissant par intimidation certaine sur les chefs du parti libéral. Les frères Buxton, dont je ne mets en doute que la clairvoyance, doivent à l'heure actuelle éprouver quelques remords d'avoir poussé, par des témoignages erronés, le cabinet Asquith dans la voie folle des négociations d'alliance de 1914 et de 1915. Le cabinet français s'est laissé entraîner dans ces pourparlers sans issue. Ce qui est fait est fait, mais il ne faudrait pas que le Balkan Committee, par amour-propre d'inventeur déçu, persévérât dans son erreur et reprit, après et même pendant la tourmente, ses plaidoyers bulgarophiles.

Il en est de même du vénérable M. Bouchier, le correspondant balkanique du *Times*, qui, pour avoir participé par ses démarches personnelles à la création de l'alliance balkanique de 1912 et s'être vu décerner de ce fait une sorte de diplôme

du « citoyen de Sofia » n'a jamais pu se décider à voir les Bulgares autrement qu'en blanche chlamyde de héros.

L'observateur politique, qui ne peut se résoudre à affronter des grimaces et veut, contre l'évidence, ne collectionner que les faits qui cadrent avec les conclusions de son dernier livre, ferait aussi bien de se livrer exclusivement aux joies innocentes de la pêche à la ligne. Les soucis de satisfaction d'amour-propre peuvent le conduire à la faute la plus grave : induire en erreur ceux qui dans son pays, confiants dans la sûreté d'un jugement dont le passé a fourni la preuve, décident, sur son témoignage, de l'orientation de la politique nationale.

En Grèce, comme ailleurs, on a, pendant les premiers jours de la guerre balkanique de 1912, cru aux possibilités de conciliation avec la Bulgarie. On faisait effort, il est vrai, pour oublier les blessures les plus récentes d'une sauvagerie pourtant caractéristique : Philippopoli, Stenimachos, Bourgas et surtout Anchielos (1906). La victoire commune contre les Turcs était le bienfaisant narcotique. Le réveil ne fut pas long, il n'en fut que plus douloureux.

On connaît l'histoire de l'entrée de l'armée bulgare à Salonique.

Le général Théodoroff et M. Stanciof, ministre de Bulgarie à Paris, mobilisé comme lieutenant de hussards, attaché comme conseiller aux jeunes et innocents princes Boris et Cyrille qui pourraient

dire la vérité, c'est-à-dire, suivant la mentalité bulgare, des bêtises, vinrent trouver le diadoque le jour même de son entrée à Salonique. Au nom du général Théodoroff, M. Stanciof reconnut la prise de Salonique par les Grecs ; puis il déclara que « en qualité d'allié et en se basant sur le droit d'hospitalité » le général demandait « l'autorisation de faire entrer en ville l'armée bulgare très fatiguée ».

Le diadoque (il me l'a raconté lui-même) sentait parfaitement le piège de cette demande extraordinaire, mais était très gêné pour répondre par le refus absolu, alors qu'on invoquait auprès de lui la qualité d'allié et les devoirs de l'hospitalité. Il invoqua l'encombrement de la ville et finit par accorder l'autorisation pour deux bataillons choisis parmi ceux que les intempéries avaient le plus durement éprouvés.

M. Stanciof remercia, déclara que ces deux bataillons seraient les hôtes des Grecs, se soumettraient aux autorités militaires grecques et quitteraient Salonique dix heures après que le diadoque en exprimerait le désir.

Le lendemain le général Théodoroff faisait entrer à Salonique sur les talons du roi George de Grèce, les deux jeunes princes bulgares, M. Stanciof et... 15 000 hommes et télégraphiait au roi Ferdinand la victoire éclatante qui venait de donner la ville aux Bulgares.

Ce que l'on sait moins, et je le tiens d'une

source irréfutable, c'est que le ministre Stanciof avait dans sa poche son décret, signé du roi Ferdinand, de gouverneur de Salonique. Il avait menti au diadoque Constantin quand il négocia l'accueil des bataillons bulgares soi-disant fatigués ; il essaya de mentir de nouveau, quand le diadoque lui fit sentir qu'il n'était pas dupe du stratagème ; il déclara que c'était un simple malentendu, balbutia et finit par dire qu'il n'avait agi que sur les instructions de son souverain Ferdinand.

Et le prince, dans un esprit de conciliation, passa l'éponge sur l'incident. Ce qui se passait en Macédoine n'était pourtant pas fait pour inciter à l'indulgence. Pas un de ceux qui ont vécu dans ce pays pendant ces premiers mois de 1913 ne peut oublier le long cri de détresse qui montait de tous les foyers grecs du pays occupé par les Bulgares. J'ai vu moi-même arriver à Salonique, pieds nus, affamés, dépouillés de tout, de malheureux Hellènes ayant réussi à fuir Cavalla comme on s'échappe d'une prison. Ils racontaient l'infamie du régime bulgare, quelque chose qui ressemble d'une façon étrange à l'occupation allemande en Belgique aujourd'hui.

Dans ce port grec, purement grec, comme s'ils sentaient qu'il devait leur échapper un jour, les Bulgares s'acharnaient à opprimer la population grecque, à lui faire souffrir toutes les avanies. Défense de sortir après le coucher du soleil, même pour chercher un médecin ; arrestation, et conduite

à coups de crosse en prison, de tout promeneur attardé; interdiction de quitter la ville par terre ou par mer même pour les besoins les plus urgents de santé, de famille ou de négoce. Et ce régime s'appliquait aussi bien aux personnalités éminentes comme M. Georges Protopapas, sujet hellène et remplaçant du consul de Grèce, qu'aux plus modestes portefaix. Interdiction d'écrire des lettres en grec; seule la langue bulgare et la langue française étaient autorisées et toute la correspondance était livrée au seul bon vouloir du lieutenant Salkandjief. Cantonnement des officiers bulgares dans les seules maisons des notables grecs, ouverture de force des portes récalcitrantes, envoi de soldats brutaux et ivres aux hôtes de mauvaise volonté, danses au son d'une cornemuse dans la maison de la famille Riganezi et, sur une question de l'agent consulaire de France au gouverneur bulgare, celui-ci de répondre cyniquement: « Cela apprendra aux Grecs à verrouiller leurs portes! »

De Dedeagatch, des plaintes semblables s'élèvent: pour le transport des troupes bulgares de Boulaïr des mahonnes et barques sont réquisitionnées de force. Si les bateliers refusent, ils sont battus et on leur donne un bulletin de réquisition qui n'est jamais payé. Un sujet hellène ayant arboré le drapeau grec près du drapeau bulgare, les soldats bulgares enlèvent et piétinent l'étendard. Les femmes n'osent pas sortir après une certaine heure par crainte de la troupe. Tous les magasins

sont fermés, laissant seulement une petite ouverture, car les soldats bulgares ont l'habitude d'entrer en groupe et de faire main-basse sur les marchandises. Les meubles des maisons dont les propriétaires sont absents sont saisis par les autorités bulgares et transportés à Sofia comme butin de guerre.

La nourriture des soldats est très mauvaise ; plus de cent sacs de pain ont dû être jetés à la mer. Les officiers répondent aux soldats qui se plaignent d'aller prendre ce qu'il leur faut chez les Grecs.

Ce sont là des aménités du temps de paix, alors qu'aux yeux du monde l'alliance balkanique était florissante et que la discussion entre diplomates des divers pays n'avait qu'un caractère académique n'offrant pas le moindre danger.

En ce temps-là, alors qu'une indignation immense secouait toute la population grecque de Macédoine, un optimisme souriant aveuglait les dirigeants de la politique européenne. M. Danef avait fait le tour des capitales, il avait affirmé que l'armée bulgare avait 560 000 baïonnettes et que, seule victorieuse de la guerre balkanique, elle inspirait un tel respect à ses misérables alliées qu'aucun d'entre eux n'oserait lever même le doigt. A Vienne il avait affirmé qu'il n'y avait pas de question roumaine et qu'il s'était adroitement moqué de M. Take Ionesco à Londres. A Pétrograd il avait réussi à convaincre M. Sazonof de la légitimité des revendications bulgares sur la Macédoine

occidentale. Le tsar Nicolas (on l'a su plus tard) était décidé, si l'arbitrage lui avait été laissé, à donner Monastir à la Bulgarie.

J'étais à Salonique. Il n'était pas de jour que quelque nouveau témoignage de la félonie bulgare ne me fut apporté. J'entends encore le prince Nicolas me raconter, dans les premiers jours de juin 1913, le détail de ses difficultés avec le général Hessaptchieff. « Bien des soirs, me disait-il, je me suis promené le long en large dans ma chambre, avec des larmes dans les yeux, énervé de rage provoquée par l'infamie des Bulgares. Le roi veut la paix. Nous faisons tout pour la maintenir, jusqu'à créer des zones neutres, ce qui se fait entre belligérants et non entre alliés, enfin tant pis ! mais je vous avoue que c'est atrocement douloureux. Si l'Europe savait ! Si l'Europe comprenait ! »

L'Europe ne voulait pas savoir. Elle avait son idée faite et il lui déplaisait d'en changer.

J'ai devant moi le brouillon d'un des télégrammes que j'ai envoyés de Salonique dans ces premiers jours de juin. Il était catégorique :

« La situation est beaucoup plus grave qu'on ne paraît se l'imaginer. Cela rappelle de façon frappante l'optimisme de septembre et début octobre 1912, alors qu'on croyait que quelques bonnes paroles suffiraient à empêcher la guerre. A l'heure actuelle nous allons directement à la lutte entre alliés à moins d'une pression unanime et d'une extrême énergie sur la Bulgarie. »

Ce télégramme ne fut pas publié et quand, à mon retour à Paris le 18 juin, j'en demandais les raisons, la réponse fut simple : « Il n'est pas nécessaire d'envenimer les choses. Des remontrances bien senties à *tous les alliés* suffiront à les calmer. D'ailleurs ni les Serbes ni les Grecs n'ont l'envie ni le moyen de tenir tête aux Bulgares. Ils céderont. La Bulgarie a cause gagnée à Pétrograd (on disait alors Saint-Pétersbourg) et les réclamations grecques et serbes très exagérées sont purement diplomatiques. C'est une manœuvre *in extremis* pour adoucir en leur faveur la médiation du tsar. » J'étais stupéfait de tant d'ignorance sur la situation vraie. Je connaissais mal le détail de ce que les Bulgares avaient fait contre les Serbes, mais je savais ce qui depuis des mois s'était passé entre Bulgares et Grecs à Salonique, à Nigrita, au Panghéion, l'exaspération et les souffrances des populations grecques de Macédoine et de Thrace, je savais que la patience grecque était à bout ; que le haut commandement grec était averti de la concentration bulgare et de son objet et que la conflagration était menaçante.

La Grèce avait repris conscience du danger bulgare. Le voile était tombé de ses yeux. Ce qui se passait en Macédoine rappelait de façon trop précise ce qu'on y avait vu, surtout depuis 1897, alors que l'échec hellénique contre la Turquie avait ouvert aux propagandistes bulgares les plus appétissantes perspectives. Les chefs comitadjis ne se

cachaient même plus. La lutte atavique recommençait et le gouvernement bulgare, *chef et esclave à la fois* des comités macédoniens, les encourageait pour se donner à lui-même l'illusion de ne pas leur obéir.

Il y a dans le système politique actuel de la Bulgarie un cercle vicieux dont il est difficile de sortir et dont le mécanisme explique le développement pris par les événements.

On a beaucoup parlé de la politique personnelle du roi Ferdinand, de son ambition intime du nouvel empereur byzantin, de son tempérament de joueur, se souciant, somme toute, fort peu du peuple bulgare et de ses intérêts réels et faisant de la diplomatie de grande envergure, jonglant avec les alliances, trahissant les uns et les autres comme ceux que le jeu de l'or excite et qui spéculent à la Bourse, non pour y trouver le petit pécule devant assurer leurs vieux jours, mais pour y connaître perpétuellement l'émotion grisante des coups de fortune.

Il y a du vrai dans cette analyse du caractère du souverain bulgare, mais il ne faudrait pas croire qu'il est de ce fait seul responsable et que la disparition soudaine de cet autocrate malfaisant modifierait en quoique ce soit la politique bulgare.

L'élément macédonien est le maître du gouvernement de Sofia et des destinées actuelles de la Bulgarie. Avant la guerre de 1912 la politique bul-

gare visa deux objectifs : préparer son affranchissement de la Turquie et prendre en Macédoine des hypothèques telles qu'au jour de la liquidation le tribunal européen décidât de l'héritage en sa faveur.

L'agitation terroriste répondait à ce double projet. Dans l'œuvre des comitadjis l'Europe gladstonienne n'a vu trop longtemps qu'une légitime révolte de l'élément chrétien contre le joug ottoman, elle ne s'est pas rendu compte que les comitadjis bulgares s'attaquaient beaucoup moins aux Turcs musulmans qu'au orthodoxes grecs sujets turcs et cherchaient par de continuelles menaces à élargir les taches prétendues ethnographiques pour lesquelles les cartographes de Sofia préparaient leurs pinceaux.

La persécution de l'élément grec avait également pour résultat de faire progressivement émigrer vers d'autres rives un grand nombre de ces Hellènes, déblayant ainsi le terrain pour la future installation bulgare. Cette politique terroriste offrait tant d'avantages que le comitadji devint le favori des gouvernements de Sofia. Cet homme d'action, d'action directe et violente, réalisait l'idéal brutal de ces jeunes hommes d'État dont Stamboulof avait été le maître. Peu à peu le cabinet bulgare prit une direction presque officielle des bandes. On était promu chef de bande aussi administrativement qu'officier de l'armée régulière. Après la défaite grecque de 1897 le moment pa-

raissait bien choisi pour persécuter en grand, presque de complicité avec l'administration turque, cet élément hellène de Macédoine dont les frères venaient d'être battus. La Grèce n'était plus en mesure de protester vigoureusement en faveur de ces fils irrédimés auprès de la Porte. Les comitadjis furent lâchés. On sait leur besogne.

En faisant le jeu du gouvernement de Sofia les comitadjis y trouvaient leur profit. Ces bandes patriotiques rançonnaient les paysans en leur délivrant gravement un reçu de « don gracieux » extorqué « pour la cause ». Tout était en règle, comme les réquisitions allemandes en Belgique. Encouragés par le gouvernement, soutenus par lui, développant leurs ramifications dans toute la Macédoine, les comités devaient fatalement prendre dans l'État une place prépondérante. Rompus à la pratique de la bombe et du revolver, leurs membres inspiraient un légitime respect. L'heure vint où parmi eux la Sobranié commença de recruter des membres. Ils sont aujourd'hui au pouvoir et le roi Ferdinand sait parfaitement qu'en résistant à leurs injonctions il risquerait matériellement sa tête. Le courage personnel n'étant pas l'apanage de ce prince de Cobourg efféminé, encombrant de fleurs ses appartements et n'étant jamais, pendant toute la guerre balkanique, venu parmi ses troupes autrement qu'en dehors de la portée du plus fort obus alors connu ; il faut donner à la pression des Macédoniens la

part qui lui revient dans l'orientation de la politique bulgare. Il s'est trouvé par une heureuse coïncidence que cette pression s'accordait avec les ambitions et les goûts du souverain et qu'il s'est ainsi laissé faire une « douce violence » pour prendre les décisions que l'histoire a enregistrées ; mais le fait demeure qu'une révolution bulgare qui renverserait le tsar Ferdinand sans toucher aux Macédoniens équivaldrait à échanger un cheval borgne pour un aveugle.

Il est inutile de revenir sur le double jeu bulgare pendant toute la période des négociations qui ont précédé la signature de la paix avec la Turquie et de rappeler comment la Bulgarie hâtait cette signature pour avoir les mains libres en vue d'attaquer ses alliées : la Serbie et la Grèce.

Les documents qui ont été mis à jour sont du domaine de l'histoire : le général Savof télégraphie le 21 avril 1913 : « Afin de pouvoir concentrer toute l'armée dans l'action projetée contre les Serbes et les Grecs, il nous faut compter au moins vingt-cinq à trente-cinq jours... » Le 18 mai, il télégraphie : « Une seule chose est nécessaire : nous libérer des Turcs et concentrer nos troupes. Il n'est pas douteux que nous ne soyons les plus forts. Le moral de nos hommes, dès qu'il s'agit d'attaquer les Serbes et les Grecs, est excellent. » Le lendemain il télégraphie encore : « A mon avis nous devons user de toutes les ruses et de tous les moyens en notre pouvoir pour arriver, tout en

déclinant la responsabilité de la guerre, à un conflit armé avec les alliés... D'après les informations que je possède sur nos opérations futures, dans quatre jours au plus les Grecs se trouveront dans la nécessité de rompre avec les Serbes et nous demanderont une paix séparée afin d'échapper à la défaite... »

Le 27 mai il télégraphie encore : « Si après la signature de la paix séparée avec les Turcs, nous réussissons à jeter encore une division sur la Macédoine, face aux Serbes, ceux-ci de même que les Grecs, se retireront dans leur trou de souris... »

Le 29 mai enfin, il envoie au président du conseil, M. Guechoff, en réponse à un télégramme du roi Ferdinand *ordonnant à l'état-major général de concentrer les troupes dans le plus bref délai possible sur le front occidental contre les Serbes et les Grecs et de prendre les dispositions nécessaires pour le transport de toute l'armée bulgare, que l'on rappellerait de la Thrace*, par la dépêche suivante : « Il faut laisser à l'armée le temps de se préparer, c'est-à-dire de se ravitailler, de remonter sa cavalerie et de constituer d'autres réserves. Enfin il faut lui laisser le temps nécessaire pour la concentration complète, ce qui n'est pas chose facile vu l'insuffisance des moyens de transport. Ce temps, c'est notre diplomatie qui doit nous le fournir, sinon intégralement, du moins en partie, autant qu'il nous en faut pour ramener en Macédoine la IV^e armée du front de Boulair, soit vingt-cinq à trente-cinq jours au maximum... »

Il est à remarquer qu'il s'est écoulé juste le délai demandé par le général Savof entre cette dépêche et l'attaque du 29 juin.

A la lumière de ces documents tout ce qui s'est passé au point de vue diplomatique ainsi que les événements qui se sont déroulés en Macédoine se passent de commentaires. La Bulgarie a délibérément et minutieusement préparé la guerre contre ses alliés, tout en faisant traîner des négociations de démobilisation, d'arbitrage du tsar, etc., uniquement pour gagner du temps.

Le fameux ordre du général Savof du 26 juin sur la concentration et celui du 28 :

Au commandement de la IV^e armée, Radovitché.

Je vous ordonne d'attaquer l'ennemi avec toute l'énergie possible sur toute la ligne, en ne démasquant pas complètement vos forces et en ne livrant pas de longues batailles et d'avoir soin de consolider votre position à Krivolak par la rive droite de la Bregalnitza, cote 550, non loin du village Chtakhovo (Ovtché Polié), cote à proximité du village Dobrevu.

Je vous recommande de commencer la nuit et de finir avant l'aube l'attaque brusquée sur tout le front. Que cette opération ait lieu dans la nuit de demain 16/29 juin.

Sofia, le 15/28 juin 1913, N° 5597.

L'adjoint au chef de l'état-major.

Lieutenant général SAVOF.

devaient être le couronnement de cette politique de duplicité.

On sait avec quelle volonté de mensonge le gouvernement de Sofia, qui était au courant de tous les préparatifs du général Savof, lança le communiqué suivant dans la presse européenne :

Sofia, 30 juin.

« Selon des informations parvenues cette nuit au quartier général, hier soir, vers huit heures, les troupes bulgares de Pavitcha, surprises par le bruit d'une fusillade acharnée dans la direction de Toyla, coururent au secours des détachements avancés ; elles se disposèrent en ordre de bataille et chargèrent les Grecs. Ceux-ci, qui avaient attaqué les lignes bulgares, se sont retirées en grand désordre en mettant le feu au bourg d'Eleuthéra.

Les Bulgares les poursuivirent jusqu'à Kaletchiflik. L'attaque grecque fut plus violente encore du côté de Mochtian et de Chemaltos, visant probablement à interrompre les communications du chemin de fer de Serès à Drama.

Les Bulgares disposent dans ce rayon de troupes en nombre suffisant ; aussi les détachements avancés ont été renforcés dès le début de l'attaque.

Les résultats de ces engagements sont encore inconnus. »

Il ne se doutait pas que les dépêches du général Savof venaient de tomber entre les mains des troupes serbes, de même qu'il ne prévoyait pas

que les archives de l'état-major bulgare établi à Serès seraient saisies par les troupes grecques. Au lendemain de l'agression de Guevgeli le chargé d'affaires de Bulgarie à Athènes, M. Hadji Michel avait l'audace de venir réclamer des explications, presque des excuses à M. Venizelos.

Cette fois, réellement, la mesure était comble. Ni la Serbie, ni la Grèce ne pouvaient se laisser duper plus longtemps. Ce furent les répliques victorieuses de Kilkich, la poursuite le long de cette Strouma où les Bulgares ont aujourd'hui (26 mai 1916) l'impudence de reparaître en maîtres tout puissants, chassant la garnison grecque du fort Rupel, comme on écarte un mendiant estropié sur le passage d'un souverain.

Quel soufflet et quelle honte pour ceux qui se souviennent ! C'est donc pour aboutir à cela que l'armée grecque a sacrifié le meilleur de ses fils, tous ces jeunes hommes revenus des quatre coins du globe à l'appel de la patrie, tous ces Hellènes dont le cri de douleur de leurs frères de Macédoine opprimés par les Bulgares décuplaient la vaillance.

Si l'Europe ne savait pas, ceux-là savaient ce que fut, pendant ces longs mois qui précédèrent la seconde guerre, la souffrance de ces chrétiens orthodoxes plus durement traités par les ouailles de l'exarche qu'ils ne l'avaient été par les infidèles.

Au début de mai 1913 le patriarche œcuméni-

que, la plus haute autorité religieuse grecque déclarait :

« Triste, plus que triste, est la situation des Grecs orthodoxes de Macédoine : en plein xx^e siècle, les populations grecques sont victimes d'atrocités que l'esprit a peine à concevoir. Les actes commis aujourd'hui par des gens censés civilisés dépassent tout ce qui a pu être commis dans le passé. »

L'évêque de Drama adressait à la même époque au général Savof une véhémement dépêche de protestation au sujet des excès de toute sorte commis contre les Grecs de son diocèse.

Le général Savof avait d'autre soucis que de lire les dépêches de l'évêque de Drama. Il préparait, comme on l'a vu, l'attaque brusquée générale. Et pour permettre à ses subordonnés de se faire la main en vue du grand jour, il laissait faire ces opérations de détail, Nigrita, Vokchista, Kolsaki dont il donnait ensuite au monde des versions comme celle-ci :

Sofia, 24 mai 13.

« Au quartier général de l'armée, on publie la note suivante :

Le 22 mai, à cinq heures du matin, les troupes grecques qui se trouvaient dans le voisinage de Rodolevo ont ouvert un feu violent d'artillerie, de mitrailleuses et de fusils sur les troupes bulgares postées près des ponts de Butschik-Kuprulu et de Vokchista, traversant le fleuve Anghista.

« Tout d'abord, les Bulgares ne répondirent pas à l'attaque des Grecs, mais lorsque l'artillerie eut endommagé le chemin de fer et les lignes télégraphiques, les Bulgares ouvrirent à leur tour un feu violent et commencèrent leur marche en avant, forçant les troupes grecques à reculer et à s'enfuir dans la direction du golfe d'Orfano. »

Et quant à force de patience, de bonne volonté extraordinaire, le gouvernement grec cherchait à établir une zone neutre pour éviter ces perpétuelles provocations, le haut commandement bulgare refusait de reconnaître cette zone neutre sous le prétexte qu'une zone neutre ne peut exister entre alliés, ce qui, en bonne logique bulgare, l'autorisait à la violer !

Les Bulgares tiraient à Cavalla sur l'*Averoff*, à Pravi sur le *Spetsiai* et la magnanimité grecque pardonnait.

Et les persécutions continuaient, et les comités bulgare-macédoniens convoquaient leurs membres dans le double but de la proche action sanglante et des pétitions aux puissances. L'organisation intérieure macédonienne, le quartier général des comitadjis, publiait le 19 juin une déclaration où il était dit :

« Nous repoussons toute contestation au sujet des territoires de Macédoine entre les monts Char et la rivière Bistrica, à droite de la Strouma, la population de cette contrée étant bulgare. Tant par ses luttes contre l'église grecque que contre l'autorité

turque, elle a affirmé péremptoirement sa conscience nationale.

« Le principe de la Macédoine une et indivise est établi par une série d'actes internationaux, savoir le firman de 1870 instituant l'exarchat bulgare, les décisions de la conférence de Constantinople de 1876, le traité de San-Stefano de 1878, le projet de Mursteg de 1903, le programme de Reval en 1908. Si néanmoins, la question macédonienne reçoit une solution contraire aux vœux de la population et si la population est livrée aux Serbes et aux Grecs, l'organisation déclare qu'elle ne suspendra pas son action révolutionnaire et qu'elle se servira de tous les moyens en son pouvoir sans tenir compte d'aucune convention. »

La menace de l'organisation intérieure n'était pas vaine. Salonique était infestée de comitadjis, auxiliaires précieux de ce général Hessaptchieff qui, tout en souriant au prince Nicolas, télégraphiait à l'état-major à Serès les plus grossières injures sur son compte et préparait l'entrée des Bulgares à Salonique, opération qui, d'après lui, ne demanderait que quelques jours. La police grecque découvrait dans les maisons des divers Bulgares de Salonique des milliers de cartouches, des centaines de revolvers, des bombes. Elle arrêtait des ouvriers bulgares travaillant sur la ligne jonction Salonique-Dedeagatch. Ces bons patriotes étaient en possession d'un petit stock de cartouches de dynamite. Cela ce sont les faits divers quoti-

diens. Ils sont si nombreux, si connus qu'il est vain de s'attarder à les reproduire.

Pendant cette période préliminaire de la seconde guerre, les Bulgares ont méthodiquement poursuivi leur œuvre de persécution et le mémoire des représentants de la Macédoine orientale et de la Thrace déposée au parlement d'Athènes le 15 mars 1913 résume mieux qu'aucun autre document ce qui s'est alors passé :

« Messieurs les députés,

« Les soussignés, représentants de la Macédoine orientale et de la Thrace, accomplissant un suprême devoir tant à l'endroit de leurs mandats qu'à l'endroit de la nation et de l'Etat hellénique, jugent utile de vous exposer ce qui suit :

« Les Hellènes de la Thrace et de la Macédoine orientale qui constituent la presque totalité de la population chrétienne de ces régions, ont salué avec une grande joie, qu'ils manifestèrent par des actes, l'alliance balkanique et l'entrée des armées alliées dans leurs provinces. Ils avaient la conviction que les luttes contre la tyrannie turque qu'ils ont engagée les premiers, qu'ils ont poursuivie par d'invincibles arguments et d'incalculables sacrifices, les luttes auxquelles les États balkaniques s'associèrent et qu'ils confirmèrent par un acte international et leur note à la Sublime Porte, seraient couronnées de succès, aboutiraient positivement à leur régénération natio-

nale et leur union avec la Grèce, leur mère-patrie.

« Malheureusement, dès l'entrée, effectuée surtout grâce à notre concours, des armées alliées dans nos très grecques régions, il se produisit des faits qui anéantirent les espérances que les Grecs de Macédoine et de Thrace avaient fondées, avec tant de confiance et de sincérité, dans l'alliance balkanique. Nous avons de longues listes de ces faits, mais nous jugeons inutile de les reproduire ici. Nous nous bornerons à dire que des églises ont été usurpées, des écoles fermées, des autorités municipales abolies, des maisons de commerce et des boutiques détruites, que bien d'autres actes ont été commis, — nous ne préciserons pas en ce moment — afin de placer dès le début les Grecs devant ce dilemme : abjurer leur nationalité ou abandonner le sol natal.

« L'évolution des choses nous prouve que la porte est ouverte pour l'anéantissement de la conscience hellénique de populations entières. »

Ce que cette période pacifique (?) avait vu n'était rien à côté des drames que la seconde guerre allait provoquer.

J'ai été un des premiers témoins oculaires des atrocités commises par les Bulgares entre Demir-Hissar et Cavalla sur tout le chemin de leur retraite et les photographies que j'avais prises notamment à Doxato, et qui ont été reproduites dans l'*Illustration* sont des documents qui ont acquis, hélas ! une importance historique.

Je ne puis mieux faire que de reproduire ici la lettre que j'ai alors envoyée au *Temps*.

« Hadji-Beylik, 18 juillet.

« Ce soir-là, une tornade avait soufflé dans la vallée, soulevant des nuages de poussière qui avaient saupoudré le dîner en plein air. Nous nous étions réfugiés dans un hangar où nous discussions de Kipling et de Flaubert, quand vers onze heures un officier d'état-major vint à nous avec une dépêche à la main. « Messieurs, nous recevons « la nouvelle que nos troupes ont occupé Drama, « mais les Bulgares ont complètement détruit la « petite ville de Doxato, à 10 kilomètres au sud de « Drama ». Nous décidons immédiatement d'aller voir, puisque en ce moment les opérations militaires subissent un temps d'arrêt jusqu'à ce que le pont de la Strouma, à Demir-Hissar, dont les Bulgares ont fait sauter une travée, soit réparé.

« A quatre heures du matin, nous sommes en route. Le pont de la Strouma est franchi grâce à une gymnastique dans les débris effondrés et à six heures nous sommes à la station de Demir-Hissar. La gare est pleine de wagons bulgares abandonnés, et par terre gisent des papiers : il y a des lettres de femmes bulgares à leurs maris se plaignant de la longueur de la guerre ; il y a des centaines de tickets de chemin de fer avec inscription en bulgare et en français, billets militaires Salonique-Demir-Hissar ; et à côté d'un lit

de fer qui gît brisé au milieu de la place, je ramasse un petit livre ; c'est la méthode Carré pour apprendre le français. Plus loin, à côté de deux caissons et de deux avant-trains, un pauvre diable de soldat couché par terre gémit. On le croit cholérique ; on va le hisser sur un ânon et l'emporter vers le lazaret qui est sur le coteau voisin. Dans la gare, les sonneries du téléphone retentissent, et le lieutenant Camilos, chef des automobilistes, attend les ordres pour nous donner un camion afin de nous conduire à Doxato. Enfin le message attendu arrive et nous partons. Il est neuf heures vingt ; à neuf heures quarante-cinq nous sommes à Demir-Hissar-Ville. Là le spectacle des horreurs nous attend déjà. Dans un enclos à contrebas, il y a des cadavres en putréfaction ; ce sont ceux du métropolitain Constantin et de divers notables : « Il y a là mon père », nous dit un homme qui fait effort pour ne pas pleurer. Et il ajoute : « Il avait soixante-quinze ans ». Il faut nous arracher de ce lieu, car nous avons 150 kilomètres à faire et nous repartons, violemment cahotés sur une route difficile. Sur notre gauche, à une demi-heure de Demi-Hissar, voici un village entièrement brûlé. A onze heures nous sommes à Serès.

Je ne donnerai pas de longs détails sur l'incendie de cette ville, ils sont connus. C'est une impression extraordinaire que celle de quartiers entiers en ruines, dévastés, quelque chose comme Pompéi,

avec en plus la tristesse d'une humanité vivante qui campe dans ces décombres. Les incendiaires avaient arrosé les maisons de pétrole avec des pompes. Sur la même place, se faisant vis-à-vis, se trouvaient la banque d'Athènes et la banque nationale de Bulgarie ; de la première il ne reste que les murs, la seconde est intacte. L'incendie de Serès a fait un millier de victimes, les vieillards, femmes et enfants qui n'ont pas pu se sauver. « J'avais trois maisons, me dit un homme, « il ne me reste plus rien que les effets que je porte, « Mais tant pis ! L'oppression est finie, vive la Grèce ! » Les troupes bulgares, du temps de l'occupation, rançonnaient la population, faisaient déchausser les hommes pour leur prendre leurs souliers, l'intendance bulgare en étant dépourvue. La liste des doléances individuelles est si longue, y compris les mauvais traitements, emprisonnements, coups de bâton, que je ne puis la reproduire.

« Nous quittons Serès à une heure et demie pour gagner Drama par Sarmousakli, Porna, Siliakova, Rakavo, Alistrati, Commo. Nous arrivons à Sarmousakli ; le canon tonne au nord et de gros nuages de fumée montrent que des villages sont en feu. A Rakova des maisons brûlent encore quand nous passons. Il n'y a que vingt-quatre heures que les Bulgares se sont retirés. Au monastère d'Aghia-Kyriayi, nous goûtons un instant de paix : le monastère est en dehors de la route

des armées et son unique habitant, un brave homme à barbe grise, soigne sa petite église, puise l'eau de la fontaine et se repose à l'ombre des immenses platanes qui forment un cadre sombre à l'entrée rose et bleue du saint lieu, comme si on ne se massacrait pas tout à l'entour.

« Après Alistrati, nous descendons dans la vaste plaine de Drama. Nous n'avons pas fait un kilomètre que nous rencontrons un berger affolé. « Les Bulgares coupent la plaine, dit-il en hale-
« tant ; il y a huit cavaliers qu'on a vus sur la route
« tout à l'heure ». Nous tenons conseil et on décide qu'une partie de la caravane ira en avant en reconnaissance. On se déploie en tirailleurs avec trois fusils et deux revolvers. Aucun Bulgare n'étant visible, nous reprenons notre marche pour bientôt rencontrer des marais. Pendant une heure, nous travaillons dans l'eau à faire passer la lourde voiture et il fait nuit quand nous arrivons au village de Tourkokori, près de la route de Nevrekop à Drama. Ici, ce ne sont plus des marais, mais une petite rivière qu'il faut traverser : un guide nous serait précieux. L'un de nous s'avance et crie : « Holà, patriotes ! » Bientôt, prudemment, deux paysans armés de fusils apparaissent ; ils nous confirment que les Bulgares ne sont pas loin et que nous sommes très en dehors de la ligne des avant-postes grecs. Ils sont stupéfaits que nous ayons pu passer. L'un des paysans monte près du chauffeur et

nous conduit. Soudain, dans la nuit, le cri de « halte ! » retentit ; nous stoppons et sommes immédiatement entourés d'evzones ; on nous interroge longuement, car on ne peut comprendre comment nous arrivons par cette route. Il faut raconter notre odyssée et on nous laisse passer. Il est neuf heures quand nous débouchons dans les rues de Drama. La population est délirante. C'est hier, 14 juillet, que les Grecs ont fait leur entrée, et cette date historique est fêtée dans l'esprit français d'une délivrance par une population entièrement grecque qui a subi un joug assez dur. Les troupes étaient hier fatiguées ; c'est aujourd'hui qu'ont lieu les réjouissances, et notre automobile traverse, au milieu de hourras frénétiques, une foule en liesse. Pendant que nous dinons, nous sommes entourés de gens qui nous racontent des épisodes des derniers jours de l'occupation bulgare et des détails sur les rigueurs de la bulgarisation qui ne permettait, sous le contrôle de la censure, que les seules lettres d'affaires écrites en bulgare ou en français, interdisait les lettres privées, supprimait tous les journaux excepté les bulgares, etc. Des soldats passent par groupes en chantant de ces mélopées grecques qui ont des allures de chants d'église, et près de nous un jeune officier, assis au milieu de ses camarades, entonne à son tour une chanson où il est question des liens de l'esclavage et de la douceur de la liberté. Il a une expression

d'extase qui donne à son visage une extrême beauté.

Des divers témoignages recueillis, Drama a relativement peu souffert grâce au sang-froid et à l'humanité des deux principaux fonctionnaires bulgares, le lieutenant-colonel Guigof et le préfet Dobref, ancien membre de la légation de Bulgarie à Londres. Ils n'ont pu cependant empêcher nombre de petits méfaits, ni surtout les horreurs du village voisin de Doxato.

J'ai passé toute la matinée du lendemain à Doxato, à 10 kilomètres au sud de Drama, et j'ai eu la bonne fortune de rencontrer des témoins impartiaux : deux Français, M. et M^{lle} Valette, qui m'ont fait un récit minutieux des événements qui ont abouti à l'incendie complet de cette forte et riche bourgade et à la mort d'un millier de ses habitants.

« Les Bulgares, m'ont-ils dit, ont pris prétexte du fait que des francs-tireurs avaient, du village, tiré sur quelques retardataires de l'armée de Cavalla, quatre cavaliers et trois fantassins, le matin, et deux fantassins dans l'après-midi, sans d'ailleurs les atteindre, pour infliger un châtement à Doxato. Ils vinrent le dimanche matin 13, et à six heures du matin ils cernaient notre ferme, en prétendant arrêter mon drogman, mon garde et un employé, tous les trois Grecs. Je montrai le drapeau français et me rendant auprès du commandant, qui était à 200 mètres de là, je protestai contre les

arrestations. On finit par me donner raison, mais on plaça deux sentinelles à la porte de ma ferme. L'ordre d'attaque fut alors donné et l'infanterie, en tirailleurs dans les champs, ainsi que quatre canons, ouvrirent le feu sur Doxato. Une demi-heure après, les premières maisons flambaient. Vers midi et demi la fusillade cessa ; à ce moment deux cavaliers bulgares vinrent relever les sentinelles qui étaient restées au tchiflick et, s'adressant aux Tziganes, mes employés, au nombre d'une centaine et à d'autres qui s'étaient réfugiés chez moi, ils crièrent : « Allez donc à Doxato, le village y est bon ». Pendant ce temps les sentinelles et les cavaliers me déclaraient qu'ils avaient l'ordre de conduire mes employés grecs à Drama. Je fis alors atteler deux voitures et partis avec eux. A Drama je trouvai M. Dobref, très pâle : « Ah ! monsieur Valette, c'est un grand malheur, me dit-il. Je vais aller là-bas pour porter secours aux victimes et faire enterrer les morts. C'est un grand, très grand malheur ! » M. Dobref partit et à trois heures et demie, avec M. Bachivacof, sous-préfet, le caïmakan de Doxato, et le président de la municipalité de Drama, ils firent enterrer les cadavres les plus apparents, puis revinrent à Drama. Quant à mes employés grecs on me les rendit sans grande difficulté.

« Le lundi matin, la ville brûlait toujours et j'avais chez moi de nombreuses familles de réfugiés qui n'osaient pas sortir. J'ai envoyé de

mes hommes à Bounar-Bachir faire moudre du blé, et j'ai fait cuire dans de grands chaudrons un repas pour tous ces pauvres diables. Les troupes grecques sont arrivées avant-hier. Je dois vous dire que la population était, depuis une semaine, assez nerveuse, car, le dimanche précédent, les Bulgares avaient arrêté les notables, et, le vendredi et le samedi, il y avait eu de petits combats aux alentours de Doxato entre volontaires bulgares et grecs. Si quelques retardataires de l'armée régulière bulgare ont essuyé quelques coups de feu, ce n'est pas une raison pour incendier toute une ville, la piller et faire un millier de victimes, dont des femmes et des enfants. »

Tel est le récit de M. Valette, confirmé par sa fille. Ils seront parmi les principaux témoins qu'aura à entendre la commission française d'enquête qui va se rendre sur les lieux à la demande de M. Poincaré en réponse au télégramme de protestation du roi Constantin.

Il est un fait certain : c'est qu'avant d'être tués, beaucoup de paysans ont été dépouillés. Quand j'ai été pour photographier un fort groupe de ces malheureux massacrés que les cavaliers bulgares avaient fait sortir à 500 mètres de la ville pour les exécuter, j'ai trouvé, à côté des cadavres en putréfaction, une bourse vide, et deux hommes qui appartenaient à ce groupe et qui avaient réussi à échapper en rampant dans les champs et à gagner le tchiflick de M. Valette,

lui ont rapporté que les Bulgares avaient obligé leurs victimes à leur remettre tout ce qu'elles avaient sur elles avant de leur brûler la cervelle.

La ville, qui était coquette et riche, n'est plus qu'un monceau de cendres. Sur la place centrale, qui devait être, il y a encore quelques jours, un de ces charmants coins ombragés d'Orient où l'on cause dans la fraîcheur du soir, un groupe de trois vieilles attire notre attention. L'une d'elles, qui pleure avec des gémissements, n'a plus rien au monde : toute sa famille a été tuée et sa maison détruite ; les deux autres cherchent à la consoler ; celles-là n'ont eu que leurs maris et fils massacrés, et très simplement elles disent : « Ils sont morts pour la patrie grecque. »

Pendant que je constatai ces choses, les témoignages affluaient de toutes parts.

Le prêtre catholique Gustave Michel, supérieur de la mission catholique française de Kilkitch, contait les excès commis par des comitadjis bulgares aux environs de Kilkitch. Il affirmait avoir été en certaines circonstances témoin oculaire des massacres perpétrés par ces bandes. Parmi ces nombreux épisodes le père Michel raconte qu'à Kurkut une bande bulgare, conduite par un nommé Donciof, enferma tous les hommes du pays dans la mosquée ; on fit entourer la mosquée par les femmes afin qu'elles assistassent au spectacle ; ensuite les comitadjis lancèrent contre la mosquée trois bombes, et comme l'édifice ne

sautait pas, les comitadjis y mirent le feu et tous ceux qui y étaient enfermés, environ sept cents hommes, dit-on, furent brûlés vifs.

« Ceux qui essayèrent de fuir furent tués à coups de fusil par les comitadjis postés aux alentours de la mosquée ; de sorte que, raconte le père Michel, visitant Kurkut, j'ai trouvé dans les rues des têtes humaines, des bras et des jambes carbonisés. J'offris assistance à quelques pauvres femmes ; les comitadjis m'accusèrent alors d'avoir volé des têtes pour les envoyer en France. »

A Planista, la bande Donciof commit des atrocités encore pires : d'abord tous les hommes furent conduits à la mosquée et brûlés vifs ; puis on réunit les femmes qui avaient assisté à la mort des leurs et elles furent à leur tour brûlées sur la place publique.

A Rayonovo, nombre d'hommes et de femmes furent massacrés ; les Bulgares remplirent un puits de leurs cadavres.

« Moi-même, continue le père Michel, j'ai causé avec quelques comitadjis qui me racontèrent avec un cynisme incroyable les massacres qu'ils avaient commis. Parmi ces comitadjis bulgares il y avait des commerçants de Sofia, des étudiants et des professeurs bulgares. *Un lauréat ès lettres me raconta avoir tué de ses propres mains 140 chrétiens, parce que les comitadjis avaient compris les chrétiens dans leurs atrocités. Je fus moi-même mandé au chevet d'un chrétien bâtonné*

à mort parce qu'il avait refusé de livrer sa fillette à un comitadji. Indigné je m'adressai au consul français de Salonique afin qu'il fit cesser ces massacres qui sont une honte pour l'humanité et pour l'Europe tout entière. Le consul me fit savoir qu'il ne pouvait pas intervenir parce que le gouvernement bulgare protégeait les bandes de comitadjis qui étaient organisées par lui-même. »

Parmi les innombrables pièces de ce douloureux dossier, je ne puis en prendre que quelques-unes à peine. Voici un télégramme du général Dousmani, chef d'état-major général, en date du 26 juillet :

« Les sous-officiers et soldats du 14^e régiment bulgare ont massacré, le 25 mai, le curé de Catchova, dont le cadavre a été trouvé décapité.

A Tsélébi-Tchiflick, ils ont, le 6 juillet, massacré le nommé Anghélos ; le 8 juillet, incendié seize maisons après les avoir pillées et enlevé du bétail en quantité.

A Kotchana ils ont massacré quatre soldats grecs blessés au cours des opérations du Pangaion et qui se trouvaient en traitement ; ils ont également massacré trois paysans, saccagé et pillé toutes les habitations et les magasins.

Ils ont incendié huit maisons, pillé et ensuite incendié deux églises.

A Alistrati, un escadron du 3^e régiment de cavalerie bulgare commandé par le colonel Michel a, depuis le 12 juin, pillé cinq jours durant, incen-

diant cinquante-deux maisons et l'internat grec Mélas.

Ils ont violé les jeunes filles du voisinage.

A Ziliahova, ils ont pillé les maisons et les magasins des Grecs et des musulmans. Le général bulgare Kovatchef a personnellement enlevé la caisse de la Banque agricole ottomane contenant 2 400 livres turques.

Les officiers bulgares ont touché 800 000 francs provenant de précédents recouvrements de prêts de la Banque agricole ottomane.

En échange des différentes fournitures faites par les négociants de Drama à la troupe et aux officiers, ils ont remis pour 700 000 francs de bons.

Un épicier a en main le reçu d'un officier bulgare pour fourniture de... 3 œufs ! Les brigandages commis sous les apparences convenables du paiement par bons sont incalculables. »

Voici la conclusion du rapport remis par la commission parlementaire hellénique, qui était allée en Macédoine et en Thrace afin de se rendre compte des méfaits commis par les Bulgares, au président du parlement hellénique :

« Pendant toute sa durée, l'occupation bulgare a été d'une cruauté et d'une violence inouïes, une véritable incursion de brigands méprisant toute loi divine ou humaine, contraire à tout droit, et en réalité stupide, puisqu'elle ne pouvait même pas servir les intérêts bulgares, étant donné qu'elle

a soulevé une profonde indignation, le dégoût et la haine de toutes les populations, tant grecques que turques, et des résidants étrangers.

Le cours de ces atrocités bulgares se répartit en trois périodes :

1° L'installation des Bulgares a été marquée par des massacres inouïs commis contre les Turcs, Des populations entières ont été égorgées ou livrées aux flammes. C'est par milliers qu'ils ont été soumis à un baptême obligatoire, avilissant la religion chrétienne. Les temples et les établissements scolaires ont été pillés, des villages entiers ont été rasés.

2° La seconde période, qui s'étend jusqu'au mois de mai 1913, se signale par un brigandage systématiquement organisé, dirigé contre tous les habitants non bulgares des régions occupées. Les extorsions, les vols d'argent, de bestiaux, de meubles, de bijoux et d'objets de toute valeur, étaient à l'ordre du jour, accomplis, en vertu d'un programme systématiquement établi — aussi bien par les simples soldats que par les officiers supérieurs.

Il n'est pas jusqu'aux achats et aux approvisionnements de l'État bulgare qui ne fussent faits suivant les mêmes principes de brigandage, contre remise de récépissés dépourvus de toute valeur, délivrés et signés par le premier venu, et ne laissant aucun espoir d'être jamais remboursés. C'est à plusieurs millions de francs que

s'élève le montant des brigandages officiels commis pendant cette période et qui font comprendre comment le gouvernement bulgare, dont les finances étaient dans un état plus que précaire, a pu entretenir son armée. Tous les officiers, les soldats et les fonctionnaires bulgares, qui se trouvaient dans les régions occupées, y ont de la sorte amassé des fortunes.

3^o La troisième période, qui a surtout atteint les Grecs, se signale par des atrocités uniques dans l'histoire. Toute la population grecque des régions abandonnées par les Bulgares a subi les effroyables conséquences de la brutalité sanguinaire bulgare. Les massacres de la malheureuse population grecque ont été sauvagement opérés par les soldats bulgares et leurs officiers qui n'ont épargné ni femmes ni enfants. *Les villes et les villages ont été résolument livrés aux flammes.* Pas une ville, pas un village, pas même le moindre hameau n'est resté sans avoir été entièrement dépouillé de tout. Le tout était froidement préparé et systématiquement accompli en exécution des ordres qu'avaient les autorités civiles et militaires bulgares. Toutes ces régions, naguère encore si florissantes, présentent un spectacle de ruine et de désolation tel que quiconque ne l'a vu de ses propres yeux serait dans l'impossibilité de se représenter, même par l'imagination, l'horreur de l'œuvre de destruction accomplie.

Toutes les populations grecques et turques

de ces régions tremblent à la seule idée d'un retour éventuel de l'occupation bulgare.

C'est les larmes aux yeux qu'elles supplient l'Europe entière de ne pas oublier les plus élémentaires principes de l'humanité en les laissant retomber aux mains des Bulgares. Tous, et particulièrement les Turcs, expriment leur gratitude envers l'occupation grecque et libérale.

Tel est le désespoir de ces populations à la seule perspective de la possibilité d'une réinstallation bulgare, qu'elles se déclaraient résolues, en pareille occurrence, à emporter ceux de leurs biens qu'elles pourraient enlever, à brûler leurs villes, à démolir leurs foyers et leurs temples, à se transporter ailleurs pour fuir la brutalité cruelle des Bulgares. Le monde civilisé sera témoin de ce spectacle si ces populations doivent être soumises au joug des Bulgares, et leur attitude désespérée permettra alors de se rendre exactement compte de ce qu'a pu être la sauvagerie bulgare. »

Les témoignages sur les atrocités bulgares sont si nombreux et les faits eux-mêmes si connus qu'ils peuvent tous se résumer dans le télégramme que le roi Constantin adressait le 12 juillet à M. Venizelos :

Le 12 juillet, 1 h. 30.

Le général commandant la 6^e division me fait connaître que des soldats bulgares, commandés par un capitaine de gendarmerie, ont réuni dans

la cour de l'école bulgare l'archevêque de Demir-Hissar, deux prêtres et plus de 100 notables, et les ont massacrés.

Le quartier général a donné l'ordre d'exhumer les cadavres, ce qui a permis de constater ces crimes. En outre, les soldats bulgares ont violé des jeunes filles et ont massacré celles qui ont opposé de la résistance.

Protestez de ma part auprès des représentants des puissances et auprès du monde civilisé tout entier contre ces monstruosité, et déclarez que je me verrai à mon profond regret dans la nécessité de procéder à des représailles, afin d'inspirer à leurs auteurs une crainte salutaire, et leur donner à réfléchir avant d'accomplir de pareilles atrocités.

Les Bulgares ont surpassé toutes les horreurs commises par leurs hordes barbares des temps passés, attestant ainsi qu'ils n'ont plus le droit d'être classés au nombre des peuples civilisés.

CONSTANTIN, ROI.

Le résultat des atrocités bulgares était selon le vœu des dirigeants de Sofia. La Macédoine se dépeuplait comme s'était dépeuplée la Thrace. Pendant le début de 1913 les réfugiés de ces régions étaient arrivés par milliers à Salonique.

Pendant le mois de juillet, selon les renseignements officiels du ministère des affaires étrangères

d'Athènes, les victimes du seul district de Nigrita s'élevaient à 19 000.

La défaite bulgare et la paix de Bucarest n'arrêtèrent pas les persécutions. Elles ne devaient au contraire que les exagérer.

On sait l'étrange proclamation du tsar Ferdinand à son peuple après la signature du traité de paix, proclamation qui refusait de reconnaître les faits pourtant incontestables tels que l'agression de la Bulgarie et ses défaites, et qui se terminait par un appel aux armes :

Soldats !

« Au moment où vous deviez retourner dans vos foyers, un nouveau fléau s'abattit sur nous. Nos alliés, avec qui nous avions des traités déterminés, nous trahirent et voulurent nous ravir ce qui avait été racheté par le sang de dizaines de milliers de héros. Indignée de cette félonie, la nation bulgare entière, du chef de l'État au dernier paysan et ouvrier, ne pouvait se résigner à cette spoliation. Aucun patriote bulgare ne pouvait renoncer, de bon gré et sans lutte, à Monastir, Okrida, Dibra, Prilep, Salonique, Serès et aux autres terres bulgares où vivent nos frères de race.

Provoqués par nos anciens alliés, nous devons, malgré nous, reprendre à nouveau une lutte difficile. Elle aurait été couronnée de succès si une série de circonstances politiques imprévues n'avaient paralysé nos forces. Pressés de toutes parts, nous

fûmes obligés de signer la paix à Bucarest, notre patrie n'étant pas en état de lutter avec ses cinq voisins, sans risquer de tout perdre.

Epuisés et fatigués, mais non vaincus, nous devons replier nos glorieux étendards pour de meilleurs jours.

Glorieux soldats, maintenant que vous quittez les rangs de vos héroïques régiments, je considère comme un devoir sacré de vous exprimer, au nom de la Bulgarie, ma gratitude cordiale et profonde pour tous les sacrifices, toutes les peines, toutes les souffrances que vous avez supportées durant cette lutte gigantesque. Que Dieu vous récompense pour tout ce que vous avez fait ! L'histoire et la postérité jugeront, apprécieront et inscriront en lettres d'or combien vous avez bien mérité de la patrie.

Je souhaite que vous retourniez sains et saufs dans vos foyers et vous adonniez avec une force et une énergie nouvelles à vos occupations paisibles, que la liberté et le bien-être national fleurissent autour de vous.

Contez à vos enfants et à vos petits-enfants la vaillance du soldat bulgare, et préparez-les à parachever un jour l'œuvre glorieuse que vous avez commencée. »

Recevant de leur souverain de tels conseils, dictés sans doute à Ferdinand par les comités macédoniens, les Bulgares ne pouvaient que redoubler de haine à l'égard de l'élément grec de Macédoine.

En attendant la revanche par les armes qui leur permettrait la réalisation de cette grande Bulgarie, qui assurerait leur hégémonie dans les Balkans, le « nettoyage » de la Macédoine devait se poursuivre. Il s'est, en fait, poursuivi jusqu'à aujourd'hui, cette fois de complicité flagrante avec les Turcs.

Les preuves en sont aussi nombreuses que flagrantes.

Lorsque la Turquie eut décidé de céder à la Bulgarie une bande de territoire le long de la Maritza, les autorités turques ordonnèrent l'évacuation des villages cédés. Toutes les facilités furent accordées aux musulmans qui furent installés dans une autre région dans les maisons et sur les champs de Grecs expulsés. Quant aux populations grecques des territoires cédés, non-seulement elles perdirent sans compensation les immeubles qu'elles abandonnaient aux Bulgares, mais elles furent dépouillées de tous leurs meubles, de leur argent, de leur bétail et furent expulsées hors du territoire ottoman vers le territoire hellène dans le plus absolu dénûment.

Il apparaît donc certain qu'il y eut à ce sujet *entente préalable entre Bulgares et Turcs*, car si le gouvernement bulgare l'eût désiré, rien ne s'opposait à ce que les Grecs restassent sur leurs terres. *Mais les Bulgares autant que les Turcs tiennent à se débarrasser des Grecs.*

Quand on étudie le problème balkanique d'un peu près, on est frappé des liens qui n'ont jamais

cessé d'exister entre la Bulgarie et la Turquie, quelque chose qui ressemble à une attraction instinctive de gens faits pour s'entendre. Les véhémentes protestations du tsar Ferdinand contre l'infidèle, en 1912, prennent à la lumière des événements une curieuse pâleur. Les manifestations d'amitié à l'égard de la Turquie au lendemain même de la guerre sont singulièrement chaleureuses et cette amitié se manifeste non seulement dans les écrits, mais, qui plus est, dans les actes. On ne s'émeut pas à Sofia si les Turcs n'observent pas les clauses du traité de Constantinople. On affecte d'oublier Andrinople, les combats de Thrace. Et cette chose qui semble invraisemblable, aussi invraisemblable qu'un déjeuner de l'abbé Wetterlé avec le colonel von Reuter, se produit : le comité macédonien de Sofia se rend à Constantinople et de Jeunes Turcs sont reçus dans la capitale bulgare ; des conférences entre ces ennemis féroces de la veille ont lieu pour y préparer et y décider l'action commune contre les Serbes et surtout les Grecs. Le gouvernement bulgare ouvre ses arsenaux aux officiers turcs pour y choisir les fusils et les munitions dont on armera les comitadjis (section turque du comité bulgaro-turc).

Le plan bulgare est simple ; en exploitant habilement les haines des Turcs contre les Grecs, il fera concourir les Turcs à l'extermination des éléments hellènes de Thrace et de Macédoine et à l'expulsion des Serbes de la Macédoine orientale. Quel auxi-

liaire meilleur que le Turc pour cette œuvre de « nettoyage » ? La guerre européenne mettant la Turquie, vassale de l'Allemagne, à la remorque de la politique austro-bulgare, la paix trouvera une Bulgarie formidablement agrandie et une Turquie épuisée, n'ayant fait que monter la garde pour le roi de Prusse aux Dardanelles. Et pendant ce temps, la Thrace et la Macédoine se seront lentement vidées des Hellènes persécutés, les seuls rivaux que la Bulgarie redoutait vraiment dans ses espoirs de main mise intégrale sur la Macédoine et la Thrace. Alors la tentation suprême sera réalisable : reprendre à ces bons amis, à ces frères turcs, cette Thrace exsangue qu'on leur avait momentanément laissée et, qui sait, terminer le drame par l'apothéose tant rêvée : l'entrée de Ferdinand à Sainte-Sophie.

La Bulgarie n'en est pas à une trahison près. A la veille de la guerre gréco-turque, elle révéla à Constantinople l'entente bulgare-serbe contre la Turquie. Avant l'annexion de la Bosnie elle révéla à Vienne la teneur de l'accord bulgare-serbe contre l'Autriche. Elle a trahi ses alliés pendant les négociations de paix avec la Turquie en négociant directement et secrètement avec Constantinople ; elle les a attaqués traîtreusement au moment où elle feignait d'accepter l'arbitrage du tsar ; elle a continué les négociations avec l'Entente alors que son pacte avec la Turquie et l'Autriche était depuis longtemps signé. Et elle a fini par planter

son couteau, son *noch*, dans le dos de la Serbie. Le gouvernement de Ferdinand de Cobourg détiendra dans l'histoire le record des mensonges, des trahisons et des félonies.

Ce qu'a été l'attitude bulgare à l'égard de la Grèce depuis l'entrée en scène de la Bulgarie dans la guerre européenne, les faits sont là pour le dire. Par une coïncidence digne d'être notée c'est au lendemain de la chute de M. Venizelos que se déclanche la grande offensive des bandes de comitadjis turco-bulgares de Stroumitza sur Valandovo (avril 15), entreprise criminelle que le cabinet de Sofia endosse au point de répondre à la protestation du gouvernement serbe par une note impudente, à la manière des communiqués bulgares de fin juin 1913. On sentait peut-être à Sofia que le nouveau cabinet d'Athènes était décidé à lâcher la Serbie et que tout était désormais permis.

A partir de juillet, quand la guerre sera déclarée, les Grecs eux-mêmes ne seront plus ménagés. On arrête et on conduit prisonnier à Sofia le second secrétaire de la légation de Grèce à Constantinople porteur de la valise diplomatique. On expulse sans autre formalité le consul de Grèce à Uskub. Les Grecs sont obligés de fuir Monastir dont leur consul est également expulsé par les Bulgares sans aucune considération pour les privilèges consulaires partout respectés. Toutes les populations grecques des territoires serbes envahis par les Bulgares sont immédiatement persécutées et, corollaire évident,

les Turcs agissent sur l'heure de même façon. Drama voit arriver des familles grecques chassées par les Turcs de leurs villages, entre autres groupes lamentables trente familles d'Ouzoun Kioprou, auxquelles, à leur passage à Xanthi, les Bulgares ont fait subir toutes sortes d'outrages. Non seulement les Bulgares expulsent des provinces envahies tous les sujets d'origine grecque, mais ils enrôlent de force les hommes en état de porter les armes et le général bulgare Boyadjef dirige dans les districts d'Ochrida et de Monastir cette persécution systématique.

L'inaction du gouvernement d'Athènes est le meilleur des encouragements. Sa volonté de neutralité affichée ouvertement et dont les Bulgares ont peut-être, qui sait? des garanties précieuses autorise tout. L'entrée en territoire grec est une fantaisie que l'état-major bulgare s'offrira quand bon lui semblera. Comme il sait que les postes grecs ont ordre de ne pas tirer sur les avions allemands et bulgares, il enverra ses observateurs photographier tout à leur aise à 100 mètres du sol les retranchements établis par l'armée grecque dans la région de Serès à Cavalla. A quoi bon se gêner?

Le général Fitcheff ne déclarait-il pas cyniquement, en mars 1915, au correspondant du *Journal de Genève*: « Nous avons besoin du port de Cavalla, les Grecs nous donneront cette ville. La Macédoine (toute la vallée du Vardar jusqu'à Ochrida) nous est nécessaire pour la reconstitution de notre unité

nationale. Enfin nous aurons le Thrace avec Andrinople, nous l'arracherons tôt ou tard aux Turcs. La Bulgarie poursuit la réalisation de ce programme. Elle n'en fait réellement pas mystère. *La prise du fort de Roupel est le premier pas.* Dès le début du mois de mai le cabinet d'Athènes savait à quoi s'en tenir. N'avait-on pas eu connaissance de cette carte que le général Voulof, l'ennemi acharné de l'hellénisme, qui fut gouverneur de Serès pendant les longs mois que dura l'occupation bulgare et qui livra la ville au pillage et aux flammes, avait l'audace d'adresser dans les premiers jours de mai à M. Harrington, directeur, à Serès, de la Société américaine des tabacs :

« Dans quelques jours nous nous retrouverons Mes salutations au métropolite Polycarpe, à l'évêque Ambroise, au consul d'Autriche Zlatko, au consul d'Italie Simando, à Moufti effendi, à Ferid bey, à Amif bey et aux autres amis. Dites à Simando que c'est moi qui ai fait fermer le cinéma (italien) de Sofia qui était devenu une cause de troubles. Je suis maintenant chef de la censure. Encore une fois mes salutations à Zlatko. Je vous prie de m'envoyer quelques paquets de cigarettes. »

Le côté cynique de cette missive est que les « amis » que le général bulgare énumère furent les principaux témoins, sinon les principales victimes, des atrocités bulgares. M. Zlatko, vice-consul d'Autriche-Hongrie (son pays n'était pas encore en ce temps là l'allié de la Bulgarie), envoya

un témoignage accablant au consulat général d'Autriche-Hongrie à Salonique, dont voici un passage :

« Vendredi, vers midi, des soldats de l'armée régulière attaquèrent ma maison, me forçant à sortir dans la rue ainsi que ma famille et un grand nombre de personnes qui, fuyant les massacres et le feu, s'étaient réfugiées chez moi. Immédiatement après nous fûmes conduits sur la montagne. Tous les enfants et les femmes qui m'accompagnaient furent menacés de mort, et c'est en payant de fortes rançons que nous avons été relâchés. Je suis sain et sauf; mais, ma maison ayant été la proie des flammes, je me trouve avec ma famille sans abri ni vêtements. Tous nos sujets résidant ici se trouvent dans la même situation que moi. »

Il en avait été de même de la maison de M. Simando, agent consulaire d'Italie. Quant à M. Harrington, il vit brûler les magasins de sa Société des tabacs avec 5 millions de marchandises.

On voit dans quel esprit le général Voulcof comptait retrouver ses « amis » et comment l'invasion du territoire grec et l'occupation de la région de Serès étaient, dès le début de mai, préparés à Sofia.

Il reste un dernier côté de la question et non des moindres à signaler pour compléter ce tableau d'ensemble du plan bulgare contre la Grèce.

On n'ignore pas à Sofia le rôle prépondérant qu'ont joué les Albanais dans l'histoire de la possession

turque de son domaine européen. C'est l'Albanie qui a fourni aux Turcs leurs hommes de tête et leurs hommes de main. Les Turcs ont payé les Albanais en leur abandonnant, quatre siècles durant, les provinces grecques et serbes. Les Bulgares qui veulent *substituer purement et simplement leur tyrannie à la tyrannie turque en Macédoine* sont disposés au même sacrifice ; mais pour assurer le fonctionnement de cette coopération bulgaro-albanaise, il faut, de toute évidence, rétablir la liaison de frontière. Et c'est pour cela que, dès le 29 janvier 1913, M. Danef en laissant à sir Edward Grey le mémoire des desiderata de la Bulgarie y formulait ses prétentions sur Dibra (pointe avancée au centre de l'Albanie, à l'est d'Uskub et d'Ochrida) et la frontière commune avec l'Albanie.

Fait digne d'être noté, Dibra figurait dans le traité serbo-bulgare (qui n'était alors nullement discuté, la question du partage n'étant pas soulevée, la guerre n'étant pas finie) comme devant revenir à la Serbie. M. Danef réclamait pourtant Dibra, malgré les clauses formelles du traité secret, dans l'espoir que les grandes puissances, ignorant le pacte conclu, attribueraient, dans leur hâte de jouer aux Salomons diplomatiques, Dibra à la Bulgarie et que la Serbie placée devant ce jugement ne réussirait pas à le faire reviser, les chancelleries n'ayant pas coutume d'avouer leurs erreurs.

L'échec de cette tentative ne devait pas décou-

rager les Bulgares. Le 27 juin 1913 on vit passer à Salonique et le 30 juin au Pirée, à bord du vapeur autrichien *Abazzia*, le fameux chef de bande bulgare Sandansky allant à Vallona pour y organiser des bandes albanaises destinées à pénétrer en Epire. La concordance des dates est frappante. Au moment où ils attaquaient les Grecs sur le Vardar, les gouvernants de Sofia envoyaient leur meilleur spécialiste en matière de terrorisme pour tenter de détruire l'œuvre libératrice des armées du diadoque en Epire.

Son action ne devait pas tarder à se faire sentir. Ne pouvant pénétrer dans la haute Epire, les émissaires de Sandansky se répandaient dans le reste du pays. A Berat ils faisaient emprisonner par le gouvernement provisoire albanais des négociants grecs notables comme MM. Ilia Guiska et Thomas Tchapas, lançaient les chefs de bandes albanaises, entre autres Tchopliatis, dans les villages orthodoxes, s'efforçant par la violence d'obtenir des conversions en masse.

La défaite bulgare calma ce zèle.

Aujourd'hui les Bulgares sont à Monastir et leur rêve de frontière commune avec l'Albanie est réalisé. Si l'Allemagne était victorieuse et si la Bulgarie restait en possession de ce que sa trahison lui a permis d'occuper, Argyrocastro et Korytza ne tarderaient pas à voir descendre les hommes de la montagne.

Voici déjà que l'on signale (avril 16) le passage

à Xanthi de cinq officiers supérieurs turcs se rendant en Albanie porteur d'un appel du Cheik-ul-Islam conseillant aux Albanais de s'enrôler dans l'armée germano-bulgare. L'Epire est une proie bien tentante pour ces nouveaux contingents !

Quant aux positions prises par les Bulgares sur la Strouma, toutes les promesses du monde, même garanties par Guillaume II, ne les en feraient pas déloger. A-t-on donc oublié le témoignage du roi Constantin lui-même dans son message télégraphié de Salonique le 2 juillet 1913 ?

« Le 20 mai, les troupes bulgares attaquèrent un régiment grec à Anghista. Après un combat de quinze heures, les Bulgares occupèrent plusieurs villages dans le voisinage de Pangheïon, qui avaient été au pouvoir des Grecs.

« Afin de mettre un terme à cet état de choses, une convention fut signée à Salonique le 2 juin entre le chef d'état-major grec, et le commandant en chef des troupes bulgares de la région de Serès.

« Cette convention établissait, entre Doiran et Leftera, une zone neutre que les deux armées devaient évacuer, et dans laquelle aucune armée ne devait pénétrer à l'avenir.

« *Malgré cet accord, l'état-major bulgare négligea d'évacuer la plupart des points qu'il avait promis d'abandonner.* »

La perte de Serès, de Drama, de Cavalla et finalement de Salonique ne sera plus qu'une question de temps. Le magnifique effort libérateur d

l'armée grecque de 1912 et 1913 aura été vain. Toutes les ressources d'énergie, d'argent, de sang hellènes, auront été dépensées pour rien. La tyrannie bulgaro-albanaise sera établie sur l'Epire et la Macédoine sans l'espoir d'aucune alliance future pour secouer ce joug. Avec le Turc il fut encore possible, avant 1914, à une population hellène laborieuse et industrielle de défendre plus ou moins sa vie et ses intérêts. Avec le Bulgare la vie commune est intolérable. Déjà la Macédoine se vide et le gouvernement d'Athènes assiste impassible à cet exode lamentable.

En 1913, seulement, plus de 100 000 Grecs ont fui la Macédoine occupée par les Bulgares. Combien d'autres ont, depuis, abandonné leurs foyers dévastés ou inhabitables !

*Des siècles d'effort patient, de labeur douloureux
il ne restera que le souvenir !*

Par quel prodige d'incompréhension le peuple grec peut-il accepter cette inaction qui est un suicide ? Comment les courageux soldats grecs que je trouvais si semblables aux nôtres, quand je montais avec eux le long de la Strouma vers les défilés de Kresna, vers Simitli, vers Djoumaia, qui ont donné au monde le spectacle merveilleux de la charge de Kilkitch, peuvent-ils accepter de céder bénévolement le terrain à ces Bulgares qui, il y a trois ans, mutilaient et crucifiaient les officiers grecs blessés ? Comment de cette Epire malheureuse dont la liberté reconquise a été une des plus grandes

joies de ma vie, ne part-il pas un cri d'alarme et d'angoisse qui puisse émouvoir les cœurs les plus égoïstes d'Athènes? Ce sont des choses qu'en philhellène je ne comprends pas.

Certes l'heure de la défaite bulgaro-allemande viendra sans l'aide de la Grèce, mais elle aura tardé de tous les mois que ce défaut de coopération aura fait perdre, et dans quel état sera alors la Macédoine reprise aux Bulgares? Les journées de juillet 1913 sont là pour le faire prévoir. Il y a des ruines qu'on ne peut pas réédifier, des foyers qui ne peuvent être reconstruits, des milliers et des milliers de vies dont le ressort aura à jamais été brisé.

Et la Grèce n'aura peut-être même pas la triste consolation d'être la gardienne de ce cimetière où dormiront pour toujours ses héros, ses évergètes, ses fils et ses espérances.

CONCLUSION

LES TROIS ARGUMENTS DE LA COURONNE

En somme, trois grands intérêts sont ligués pour la ruine de l'hellénisme : l'intérêt jeune-turc qui s'imagine réaliser ainsi l'unité ethnique de la Turquie ; l'intérêt bulgare devant qui le Grec s'est toujours dressé comme un obstacle et comme un rival ; enfin l'intérêt allemand qui ayant des vues sur l'Orient est heureux d'en voir disparaître le seul agent commercial et colonisateur dont il eut à craindre la concurrence et dont il compte prendre la place.

La seule conclusion qui s'impose après l'examen du dossier que nous croyons avoir soumis au lecteur est la discussion de l'abstention, de l'abdication de la Grèce malgré les coups qu'elle reçoit en pleine face.

Trois arguments ont été invoqués par la couronne hellénique pour justifier son abstention :

- 1° L'argument juridique ;
- 2° L'argument politique de la sauvegarde de la Grèce ;
- 3° L'argument politique de l'intérêt même de l'hellénisme.

L'argument juridique consiste à soutenir que la

Grèce n'était pas liée par le traité serbo-bulgare qui n'avait été conclu qu'*en vue de l'éventualité* d'un conflit purement balkanique et n'envisageait point le cas où par suite d'une conflagration européenne la Serbie se verrait attaquée par une ou plusieurs grandes puissances. Les déclarations solennelles de M. Venizelos ont fait justice de cette interprétation fautive du traité serbo-grec. *La Grèce était obligée d'intervenir* par la lettre comme par l'esprit du traité, et un publiciste grec de talent, M. L. Maccas, a fait récemment dans *le Temps* une démonstration lumineuse de cette obligation. M. Maccas a été fort attaqué à ce sujet, mais on n'a pas réussi à entamer la netteté de l'argumentation qu'il a opposée à l'exposé de la thèse officielle présentée par le prince Nicolas de Grèce :

« Le premier fait qui, du reste, domine tous les autres, c'est la violation du traité gréco-serbe. Les arguments tendant à prouver le contraire ne pourront pas, je pense, résister à la révélation que je vais faire. Je peux en effet affirmer que ce traité n'a nullement le caractère exclusivement balkanique que l'on se plaît à lui attribuer. Les négociateurs hellènes du traité hésitèrent *pendant trois mois* à le signer, ne voulant pas consentir à la clause demandée par la Serbie selon laquelle la Grèce devrait venir en aide à son alliée au cas où celle-ci serait attaquée par *toute tierce puissance*. Les hésitations grecques étaient précisément motivées par la crainte que l'acceptation de cette clause ne pût,

à un moment donné, entraîner la Grèce dans un conflit contre l'Autriche-Hongrie.

« Mais, lorsque au mois de mai 1913 la Bulgarie attaqua traîtreusement une de nos divisions au Mont Pangheion, le danger bulgare apparut à la Grèce comme tellement imminent et le concours serbe comme tellement nécessaire que M. Venizelos exerça toute son influence auprès du roi Constantin, afin que Sa Majesté acceptât l'insertion, dans le traité, de la clause réclamée par la Serbie. Un conseil de ministres fut réuni à cet effet le 16-29 mai 1913 au palais royal d'Athènes sous la présidence du Roi, et M. Venizelos tint exactement le langage suivant qui témoigne de sa haute clairvoyance diplomatique : « Le danger bulgare, expliqua-t-il, est imminent ; par contre le danger provenant pour nous de l'acceptation de la clause que demande la Serbie est éloignée. Le jour où l'Autriche attaquera la Serbie, la Russie interviendra et ce sera la guerre européenne. Ce jour-là, *comme la Grèce sera obligée de se ranger aux côtés de l'Entente*, cette promesse actuelle ne nous gênera nullement. » Le Roi adhéra au point de vue de son ministre. *Il accepta donc en pleine et entière connaissance de cause l'étendue extra-balkanique des obligations que la Grèce allait assumer.* M. Venizelos signa le 21 mai-3 juin 1913 le traité gréco-serbe, la clause demandée par la Serbie y comprise.

« Donc, la prétention, selon laquelle la Grèce n'était obligée de secourir la Serbie que si la Bul-

gare seule l'attaquait, ne repose sur aucun fondement. De ce qui précède et aussi du fait incontestable que le 5 octobre 1915 (jour de la dernière démission de M. Venizelos) les forces qui étaient prêtes à aider l'armée grecque au cas où celle-ci interviendrait étaient au nombre de 142 000 hommes (120 000 Serbes, 15 000 Français et 7 000 Anglais), soit de 8 000 soldats seulement moins nombreux que celles que le traité engageait la Serbie à nous fournir, il appert qu'aucun argument juridique ne saurait motiver la désertion de la Grèce du mois d'octobre dernier. »

L'argument politique de l'intérêt supérieur de la Grèce se borne à affirmer que la Couronne a voulu avant tout éviter à la Grèce le sort malheureux de la Belgique et de la Serbie. C'est l'argument de la lâcheté et de la peur : il n'y a pas d'autres mots pour le qualifier. On ne saurait répondre à une défaillance de cette nature mieux que par le paradoxe sublime de Démosthène : « Même dans l'hypothèse où la certitude de la défaite aurait été prouvée à l'avance, il aurait fallu *quand même* livrer la bataille, parce qu'une défaite militaire est moins dangereuse et moins avilissante pour un peuple qu'une sécurité sans honneur. »

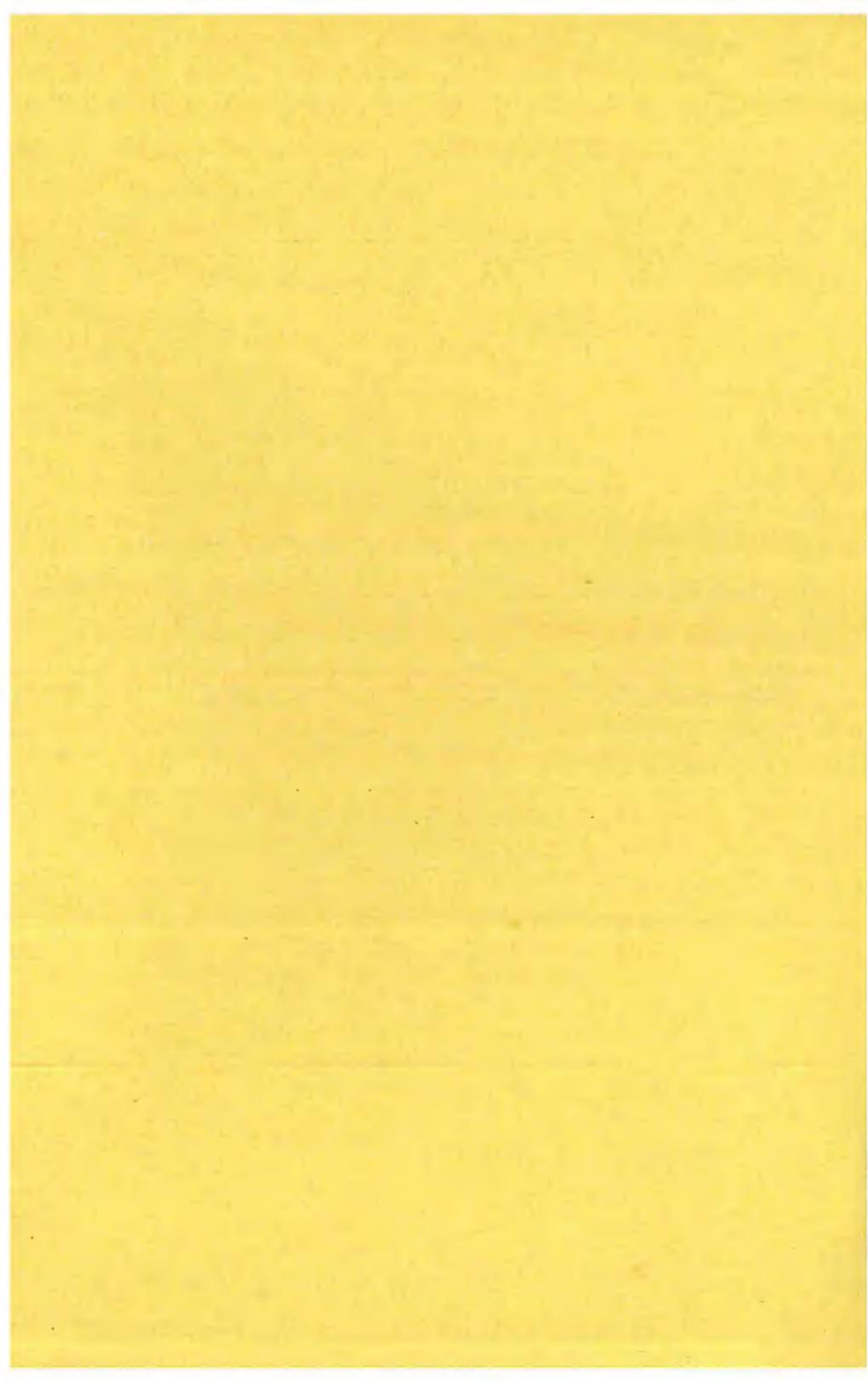
Enfin, l'argument politique des intérêts bien compris de l'hellénisme soutient qu'une intervention grecque aux côtés des alliés n'eût pas manqué de déclencher en Turquie une explosion violente de fanatisme, peut-être des massacres, contre les

Grecs ottomans. Après les chiffres et les faits que nous avons exposés, peut-être comprendra-t-on tout le vide de cet argument. L'hellénisme sera détruit quand même ; il l'est déjà presque, c'est-à-dire qu'il agonise. Si *en apparence* la persécution contre les Grecs semble moins brutale, moins sanglante pour dire le mot, que celle qui a frappé les malheureux Arméniens, c'est que pour des raisons politiques qui sautent aux yeux, les Allemands, qui tiennent à conserver leur position à Athènes, ont conseillé aux Jeunes-Turcs de mettre *certaines formes* à la réalisation de leur plan et de ne pas attirer l'attention européenne par des procédés trop violents, par des hécatombes. Alors que pour les Arméniens on n'avait pas à se gêner, pour les Grecs on a opéré en sourdine. Mais le résultat au fond n'est-il pas le même ? La mortalité effroyable causée par les maladies, la misère, les privations dans les malheureuses populations grecques déportées en masse et dispersées, obligées de camper en plein air, dénuées de tout, n'est-elle pas, en réalité, un procédé de destruction moins compromettant mais aussi sûr que le massacre général ? Une intervention hellène se produisant en temps utile il y a un an, pouvait probablement sauver l'hellénisme. Dans tous les cas une intervention de la Grèce aux côtés des alliés lui eût créé, lui créerait encore des droits pour entreprendre après la guerre l'œuvre du relèvement de l'hellénisme dans la mesure du possible. Neutre, elle sera impuissante.

Les alliés vainqueurs, pense-t-elle pouvoir, après sa défaillance, leur adresser après la guerre des requêtes en faveur de ses intérêts en Turquie? Nul ne s'en souciera. Et dans le cas où les empires centraux triompheraient, l'Allemagne, à la requête grecque, voudrait-elle, serait-elle même capable d'arrêter les Turcs dans la voie de vengeance et de fanatisme où elle les a elle-même conduits? Pourrait-elle empêcher les Bulgares ou l'Autriche de se ruiner sur la Macédoine? Le sort de l'hellénisme apparaît donc bien scellé, comme nous l'affirmions dès la première page de ce travail, et le seul espoir qui brillait encore d'un faible éclat à l'horizon grec était l'intervention tardive aux côtés des alliés afin de pouvoir un jour, et grâce à eux, relever les ruines, panser les plaies et s'assurer la possession définitive de cette Macédoine qu'ils défendent aujourd'hui de leur sang.

Malheureusement les derniers événements de juin 1916 donnent encore un brutal démenti à cette faible espérance : le cabinet Skoulidis, sans dignité, sans argent, sans volonté et surtout sans idéal patriotique s'est enfoncé tous les jours davantage dans l'impuissance et le renoncement. Ses successeurs semblent fatalement condamnés à l'inaction. Les philhellènes du monde entier n'ont plus qu'à se voiler la face et à pleurer leurs illusions.

FIN



J'Accuse, par un Allemand. Édition allemande, grand in-8°. Fr. 4 »; Édition française, grand in-8°.... Fr. 4 »

COLONEL F. FEYLER

Avant-propos stratégiques. I. La manœuvre morale
(Front d'Occident, août 1914-mai 1915). In-8°... Fr. 7 50

IVAN OZEROFF

Membre de la Haute Chambre russe, Professeur à l'Université et à l'Institut des Hautes Sciences commerciales de Moscou.

Problèmes économiques et financiers de la Russie moderne. In-12..... Fr. 2 50

EDMOND PERRIER

de l'Institut, Directeur du Muséum national d'histoire naturelle

France et Allemagne. In-18..... Fr. 3 50

LUIGI BARZINI

Scènes de la grande Guerre. Traduction française de JACQUES MESNIL. In-18 Fr. 3 50

La plus grande Allemagne. Le Rêve allemand
(L'œuvre du XX^e siècle). Traduction française du livre de OTTO RICHARD TANNENBERG, **Gross-Deutschland.** Préface de M. MAURICE MILLIQUOUD, Professeur de Sociologie à l'Université de Lausanne. Gr. in-8°, avec 7 cartes. Fr. 4 »

G. FERRERO

La guerre européenne In-16..... Fr. 3 50

HUBERT F.

La guerre navale...... Fr. 3 50

J. MASSART

Vice-président de l'Académie royale des Sciences de Belgique.

Comment les Belges résistent à la domination allemande. Fr. 5 »

GÉNÉRAL VON BERNHARDI

L'Allemagne et la prochaine guerre.
Grand in-8°..... Fr. 5 »

G. CLEMENCEAU

La France devant l'Allemagne...... Fr. 5 »

DORA MELEGARI

Le livre de l'Espérance...... Fr. 3 50

P. DE LANUX

La Yougoslavie. La France et les Serbes...... Fr. 3 50

COMTE ALEXIS TOLSTOÏ

Le Lieutenant Demianof. Récits de Guerre
(1914-1915). Traduction et préface de SERGE PERSKY. Fr. 3 50